

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 12 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°163 ■

ROYAUME-UNI
**Le taux
de chômage
remonte
à 4% à fin mai**

P 11

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L'Algérie en passe d'atteindre les 13 milliards de dollars

L'Algérie s'évertue et engage beaucoup de moyens pour diversifier son économie et par extension, sortir de l'ornière des hydrocarbures. C'est dans cette optique, que le Président Tebboune a présidé, mardi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, l'ouverture de la 1ère édition de la « Médaille d'honneur de l'exportation».

P 3



9E SESSION DE LA
COMMISSION MIXTE ALGÉRO-
JORDANIENNE

Signature de 18 accords de coopération

L'Algérie et la Jordanie renforcent leur coopération. Plusieurs accords, protocoles d'accord et programmes exécutifs, au nombre de 18, ont été signés lors de la clôture des travaux de la neuvième session de la Commission mixte algéro-jordanienne.

P 2

LE NOUVEAU PROJET DE LOI
RÉGISSANT LES MINES
FINALISÉ

Les procédures d'investissement simplifiées

Une nouvelle loi pour le secteur des mines est en préparation. Le nouveau texte de loi est finalisé et sera soumis au Parlement avant fin 2023, a annoncé hier le président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), Mourad Hanifi.

P 5

PÉTROLE

Le Brent à 77,82 dollars

Les prix du pétrole se maintenaient mardi après les mesures prises par la Chine pour soutenir son secteur immobilier, mais restaient plafonnés par les craintes de récession mondiale qui pourraient affecter la demande, avant la publication d'un indicateur clef aux Etats-Unis sur l'inflation.

P 4

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

POUR FACILITER
LES INSCRIPTIONS AUX
NOUVEAUX BACHELIERS

**De nouvelles
modalités
d'orientation
administratives
et pédagogiques**

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mis au point des mécanismes en lien avec l'orientation administrative et pédagogique en vue de faciliter les inscriptions aux nouveaux bacheliers pour la rentrée universitaire 2023-2024, a indiqué le directeur général de l'enseignement et de la formation au ministère, Ali Choukri. A ce sujet M. Choukri a déclaré à l'APS, que le ministère œuvrait à élargir sa stratégie "Zéro papier", pour qu'elle puisse englober l'ensemble des procédures d'inscription et d'orientation, ainsi que les services en lien avec le transport, la restauration et l'hébergement, indiquant que les bacheliers disposeront d'une carte d'inscription électronique dès l'acquiescement des droits d'inscription. Il a ajouté que les services du secteur avaient instauré "des modalités d'inscription et d'orientation plus flexibles, permettant d'augmenter les chances des nouveaux bacheliers de s'inscrire dans les formations souhaitées à travers le calcul de la moyenne générale obtenue au baccalauréat dans le cas où la moyenne pondérée ne permet pas l'accès à la formation souhaitée", ce qui aura pour effet de satisfaire plus de vœux. La circulaire ministérielle relative à l'orientation des nouveaux bacheliers, fixe le 19 juillet comme date de début des inscriptions qui se poursuivront jusqu'au 1 août. La période des préinscriptions est prévue du 19 au 22 juillet, la confirmation des inscriptions les 23 et 24, ces dernières seront ensuite traitées du 25 juillet au 1er août, avant l'affichage des résultats des orientations.

R.E.

DEPUIS LE DÉBUT DE LA
SAISON ESTIVALE

**183 infractions
constatées sur les
plages**

Lors de la réunion de coordination du Comité national de préparation de la saison estivale et de suivi de son déroulement, sous la supervision du Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, il a été révélé que 183 infractions ont été observées sur les plages depuis le début de la saison estivale. Selon le communiqué du ministère de l'intérieur, 183 infractions ont été enregistrées sur les plages depuis le début de la saison estivale, dont celles liées à l'exploitation illégale des plages autorisées et au non-respect des cahiers des charges par certains partenaires. Plus de 830 équipements de plage utilisés illégalement, tels que des chaises, des tables et des parasols, ont été saisis. Par ailleurs, 19 cas de noyade ont été enregistrés, la plupart au niveau des plages interdites, avec plus de 5 500 interventions des services de la protection civile enregistrées au niveau des plages. Le communiqué a révélé également, que six plages ont été fermées en raison de la pollution de leurs eaux et de leur dangerosité pour la santé publique, avec des travaux pour achever les opérations de décontamination afin de les rouvrir au plus vite.

R.E.

9E SESSION DE LA COMMISSION MIXTE ALGÉRO-JORDANIENNE

Signature de 18 accords de coopération

L'Algérie et la Jordanie renforcent leur coopération. Plusieurs accords, protocoles d'accord et programmes exécutifs, au nombre de 18, ont été signé lors de la clôture des travaux de la neuvième session de la Commission mixte algéro-jordanienne.

Par S.T.

Ces accords, mémorandums et programmes couvrent les domaines suivants : industrie et commerce, tourisme et artisanat, travail et sécurité sociale. En plus des transports, des archives, de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, indique un communiqué du ministère de l'Industrie de la Production pharmaceutique. Il est à noter que les travaux de cette session ont été présidés par le ministre de l'Industrie, Ali Aoun. Accompagné de son homologue jordanien, le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement et ministre du Travail Youssef Ashamaleh. Intervenant à cette occasion, M. Aoun a exprimé "la sincère détermination des deux parties de promouvoir les relations de fraternité et de coopération entre les deux pays frères à la hauteur du partenariat stratégique à même de réaliser leurs intérêts et aspirations communes pour davantage de développement". Le ministre a également souligné que l'Algérie avait procédé à la création d'un environnement sûr et stable, pour gagner la

confiance des opérateurs économiques à travers la création de plusieurs ateliers ayant pour objectif la révision "radicale" du système juridique et réglementaire encadrant l'économie nationale. Il a, à ce propos, mis en exergue l'importance de la nouvelle loi sur les hydrocarbures pour mettre le secteur des hydrocarbures au diapason des progrès enregistrés à l'échelle internationale, en sus de la nouvelle loi monétaire et bancaire adoptée il y a deux semaines en vue d'adapter le système juridique et réglementaire aux mutations économiques et financières et aux défis techniques et technologiques, outre l'ouverture sur de nouveaux opérateurs et la nouvelle loi sur l'investissement qui a consacré de façon durable "les principes en vigueur, au plan international, en matière d'investissement, mais aussi les réformes pour ne citer que la suppression de la règle 49/51 au début de l'année 2020". Le ministre a, également, fait état de "la mise en place d'une feuille de route pour renforcer la coopération dans les domaines économique, commercial et de l'investissement à travers neuf (9) domaines économiques d'une extrême importance, à savoir l'industrie, l'énergie, les mines, l'agriculture, les finances, la santé, le travail et la sécurité

sociale, le tourisme et les transports", selon le communiqué. M. Aoun a évoqué, dans ce cadre, les perspectives de coopération et de partenariat proposés entre les deux pays, notamment pour exploiter les capacités jordaniennes dans les projets stratégiques en cours de lancement dans le secteur des mines, bénéficier de l'expérience jordanienne dans les domaines financier et bancaire et instaurer une coopération en matière de numérisation et de transformation numérique. Il a, en outre, souligné le relance de la coopération dans le domaine de l'économie de la connaissance, des startup et de la micro-entreprise, et l'établissement du partenariat industriel et technologique, tout en tirant profit des opportunités d'investissement en matière d'industrie et de sous-traitance dans toutes les filières industrielles. Cette occasion a permis de "relancer la coopération algéro-jordanienne et de découvrir les domaines d'investissement communs, en intensifiant les rencontres entre les opérateurs économiques des différents domaines, afin d'établir des relations solides pour une exploitation optimale des capacités et des opportunités offertes dans le cadre du principe gagnant-gagnant", conclut le communiqué.

ALGÉRIE-TCHAD

Un programme d'action pour renforcer la coopération dans le domaine des transports

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a annoncé, lundi à Alger, la mise en place d'un programme d'action pour renforcer la coopération entre l'Algérie et le Tchad dans le domaine des transports, notamment le transport routier de marchandises et de voyageurs, qui sera sanctionné par la signature d'un accord entre les deux pays en septembre prochain. Dans une déclaration à la presse en marge de sa rencontre avec la ministre tchadienne des Transports terrestres et de la Sécurité routière, Fatimé Goukouni Weddeye, qui effectue une visite de travail de deux jours en Algérie, M. Cherfa a précisé que cette rencontre "a permis de mettre en place un programme d'action pour renforcer la coopération en matière de transport routier de marchandises et de

voyageurs, et d'accompagner les entreprises tchadiennes dans le domaine du transport et du contrôle technique, ainsi que dans la réalisation et la gestion des gares routières au Tchad, au vu de l'expérience algérienne en la matière". Ce programme d'action prévoit la préparation de la reprise de vols entre N'Djaména et Alger, a-t-il ajouté. Il a également été convenu de tenir, fin 2023 ou début 2024, une réunion de la Commission mixte entre les deux secteurs afin de mettre en œuvre la feuille de route tracée par les deux parties. Pour sa part, la ministre tchadienne a estimé que cette rencontre avait permis de définir les perspectives de partenariat dans les domaines liés au secteur, notamment en ce qui concerne le transport aérien, les ports, les voies ferrées et la sécurité routière, en vue de

leur exploitation et développement. La même responsable a, en outre, souligné la volonté du Tchad de renforcer la coopération avec l'Algérie dans le secteur des transports, ajoutant que la réunion entre les deux parties a permis d'étudier des propositions à même de tracer les contours d'un nouveau modèle de coopération. La réunion s'est déroulée en présence de cadres du ministère des Transports, de responsables d'organismes sous tutelle et de représentants du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, du côté algérien, et du Conseiller du Premier ministre tchadien, aux infrastructures, au désenclavement, aux transports et à la météorologie nationale, Abakar Moussa Haroun Tirgo, de l'ambassadeur du Tchad en Algérie, Mokhtar

Wawa Dahab, et de nombre de cadres tchadiens du domaine des transports. Par ailleurs, la visite de travail de la ministre tchadienne et de la délégation qui l'accompagne en Algérie, a permis de découvrir les capacités du pays dans le domaine des transports. La ministre a visité, dans ce cadre, les ateliers de maintenance des avions d'Air Algérie et de l'Entreprise nationale de contrôle technique automobile (ENACTA). Au deuxième et dernier jour de la visite (mardi), la délégation se rendra aux sièges de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR) et du Groupe de transport terrestre de marchandises et de logistique "Logitrans", puis au Musée national du moudjahid.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

L'Algérie en passe d'atteindre les 13 milliards de dollars

L'Algérie s'évertue et engage beaucoup de moyens pour diversifier son économie et par extension, sortir de l'ornière des hydrocarbures. C'est dans cette optique que le Président Tebboune a présidé, mardi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal à Alger, l'ouverture de la 1ère édition de la « Médaille d'honneur de l'exportation ».

Par Réda Hadi

Inédite en Algérie, ce type de récompense a pour but essentiel de valoriser les efforts pour exporter. Cette première édition, qui a été placée sous le thème « Engagement, réalisations et perspectives », vise à récompenser les meilleurs exportateurs des trois dernières années et à faire connaître la nouvelle politique de l'Algérie en matière d'encouragement des exportations hors hydrocarbures.

Lors de cette cérémonie, le président de la République a annoncé l'installation, « dans les meilleurs délais », du Haut Conseil des exportateurs. Et annonce que les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie « sont en passe d'atteindre 13 milliards de dollars », et affirme par la même, l'ouverture de nouvelles lignes aériennes desservant des capitales africaines.

Le président de la République a insisté, à cette occasion, sur « l'accélération de l'ouverture de zones franches avec la Maurita-

nie, le Mali et le Niger pour les produits agricoles ».

Avec cette récompense, l'Algérie veut honorer les meilleurs dans leurs catégories, mais surtout, stimuler les entreprises qu'elles soient privées ou publiques, à donner le meilleur d'elles mêmes et ceci s'est dans un esprit de compétition positif.

Si cette récompense est un stimulant pour plus et mieux exporter, cette question a été un axe majeur dans la politique du Président Tebboune.

En effet, le premier magistrat du pays n'a eu de cesse de répéter que le Gouvernement œuvre à augmenter les exportations hors hydrocarbures à 13 Mds USD en 2023.

Il s'est dit convaincu quant à la capacité des opérateurs algériens à concrétiser cet objectif, ajoutant que ces derniers bénéficieront de l'accompagnement et de l'aide de l'Etat.

L'Etat « accompagnera les opérateurs économiques en leur accordant des facilités, notamment à travers la numérisation du système fiscal et l'allègement des charges fiscales, et ce, dans le

cadre d'une approche globale qui aura un impact positif sur les recettes du pays hors hydrocarbures ».

La valeur des exportations hors hydrocarbures était de 5 milliards de dollars jusqu'au 30 septembre dernier, soit le même volume enregistré en 2021, ce qui témoigne de la poursuite des réformes que connaît le commerce extérieur du pays.

D'aucun disent que les bases sont jetées et que l'Algérie se dirige, dans le cadre de la nouvelle approche économique, à pas fermes et de façon plus réaliste, vers la diversification de l'économie nationale, à travers laquelle les pouvoirs publics ont jeté les bases solides d'une nouvelle économie nationale forte et durable, affranchie de la dépendance aux revenus des hydrocarbures.

A cette occasion, des médailles d'honneur ont été décernées à 13 exportateurs activant dans divers secteurs de production et de services, en sus d'une médaille attribuée à un organisme d'accompagnement, sélectionnés par un jury composé de plusieurs secteurs et organismes spéciali-

sés, à travers l'attribution de 11 prix à 11 catégories d'exportateurs, outre la distinction du meilleur organisme d'accompagnement des exportateurs. Il s'agit de « la médaille d'honneur de l'exportation », « le meilleur exportateur de produits industriels », « le meilleur exportateur de l'Industrie pharmaceutique », « le meilleur exportateur de produits agricoles », « le meilleur exportateur de dattes », « le meilleur exportateur d'huile d'olive », « le meilleur exportateur de services (startup) », « le meilleur exportateur vers l'Afrique », « le meilleur jeune exportateur », « la meilleure exportatrice », ainsi que « la meilleure entreprise étrangère ou mixte activant en Algérie ».

En marge de cet événement, le président de la République a visité une exposition dédiée aux entreprises lauréates et aux organismes de leur accompagnement en matière d'exportation, où il a écouté des exposés sur l'activité des entreprises concernées et les perspectives de leur développement.

COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAIN

Un Forum d'affaires sur l'investissement se tiendra à Washington

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, mardi à Alger, le président du Conseil d'affaires algéro-américain, Smail Chikhoun, avec lequel il a examiné la coopération entre les entreprises du secteur et les entreprises américaines dans le domaine de l'énergie et des mines, à indiqué un communiqué du ministère.

"Les entretiens ont porté sur l'état des relations de coopération entre les entreprises du secteur et les entreprises américaines dans le domaine de l'énergie et des mines, ainsi que les perspectives de renforcement et de développement des relations d'affaires et d'investissement notamment dans les domaines des hydrocarbures, la pétrochimie, les énergies nouvelles et renouvelables et les mines", ajoute le communiqué. La même source précise que les échanges ont porté sur l'état des relations de coopération entre les entreprises du secteur et les entreprises américaines dans le domaine de l'énergie et des mines, ainsi que les perspectives du renforcement et le

développement des relations d'affaires et d'investissement notamment dans les domaines, des hydrocarbures, la pétrochimie, les énergies nouvelles et renouvelables et les mines.

Les deux parties ont également évoqué les préparatifs du Forum des affaires algéro-américain sur l'investissement, qui se tiendra à Washington du 10 au 12 octobre 2023, auquel participera une importante délégation composée de hauts responsables du secteur de l'énergie et des mines, avec comme objectif de discuter, avec la partie américaine, d'un ensemble de questions d'intérêt commun.

L'Algérie dispose de plusieurs atouts favorables à une coopération énergétique bilatérale durable. En effet, le premier responsable de Sonatrach a annoncé l'intérêt des entreprises US pour certains sites à Berline, Illizi et ailleurs. Des projets ont été signés. L'an dernier, la société américaine CTC Global et la société algérienne ENICAB ont signé un accord pour fabriquer des câbles de lignes électriques aériennes à haute performance et économes en énergie dans

le but de soutenir l'expansion, l'efficacité et la décarbonation du réseau électrique en Algérie. Aujourd'hui, la donne a changé. La nouvelle loi sur les hydrocarbures offre des avantages importants et des facilitations qui ne manqueront pas de booster le secteur ainsi que la production pétrolière et gazière en général. A la faveur de cette loi et autres engagements du Gouvernement, l'Algérie dispose d'atouts pour une meilleure coopération et un retour massif des investissements étrangers. Des géants américains du pétrole s'intéressent à l'investissement en Algérie. « L'Algérie possède un système pétrolier de premier ordre qui présente un important potentiel en matière d'exploration de gisements pétroliers et gaziers conventionnels et non conventionnels », avait indiqué une porte-parole de Chevron. Donc, ce forum d'affaires sera une occasion pour l'Algérie de présenter les opportunités d'investissement et d'affaires dans notre pays.

S R.

Le ministère de la Santé célèbre la Journée mondiale de la population

Le ministère de la Santé a organisé mardi à Alger une rencontre à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la population (11 juillet), placée cette année sous le thème: "Renforcer l'égalité dans les domaines social et économique: faire entendre la voix des différentes catégories pour un avenir plus juste et prospère".

Intervenant lors de cette rencontre, organisée en coordination avec le bureau du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) à Alger, le directeur de la population au ministère de la Santé, Omar Ouali a indiqué que "l'Algérie œuvre à concrétiser l'égalité dans les domaines social et économique", notamment à travers la prise en charge de certaines catégories sociales en vue de réaliser un avenir prospère dans tous les domaines", ajoutant que cette rencontre "est une occasion renouvelée pour analyser et examiner les réalisations accomplies dans ce domaine".

Il a ajouté que cette rencontre regroupe des représentants des secteurs concer-

nés par la réalisation des objectifs du Programme des Nations Unies pour le développement durable (PNUD), liés à la protection des populations et de leurs droits dans les domaines de la santé, de l'enseignement et de l'emploi, précisant que les données enregistrées en Algérie "reflètent les efforts consentis par les hautes autorités pour la réalisation de ces objectifs".

Les indicateurs actuels dénotent "un progrès constant en termes de services fournis à la population et de garantie des droits à l'égalité, à l'emploi et à l'enseignement", a-t-il estimé.

Pour sa part, la cheffe du bureau UNFPA-Algérie, Mme Faiza Bendriss, a salué les efforts déployés par l'Algérie dans les domaines de la santé et de l'enseignement, ainsi que pour la garantie d'une vie décente à toutes les catégories sociales. Les représentants des différents organismes onusiens en Algérie "œuvrent en coordination avec les parties compétentes à réaliser les objectifs du développement durable", a-t-elle assuré.

**UTILISATION DES EAUX
ÉPURÉES
DANS L'IRRIGATION
Vers l'installation
d'un comité
multisectoriel**

Un comité multisectoriel sera installé incessamment pour tracer une feuille de route permettant de développer davantage l'utilisation des eaux épurées dans l'irrigation agricole, a annoncé mardi à Alger, le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli.

"Le comité qui regroupera plusieurs secteurs dont l'agriculture, l'hydraulique, l'environnement et les énergies renouvelables, la santé en plus des professionnels du secteur, permettra de coordonner les efforts en vue d'aboutir à des solutions adaptées pour optimiser l'utilisation de cette ressource importante dans l'irrigation des cultures et faire face au stress hydrique provoqué par le changement climatique", a expliqué M. Hambli lors d'une Journée technique sur l'utilisation des eaux épurées dans l'agriculture, tenue au siège de la CNA.

Le comité aurait pour principal objectif la mise en place d'un cadre organisationnel qui permettrait d'augmenter la cadence de l'utilisation des eaux épurées dans le secteur agricole, en vue d'atteindre le taux de 40% fixé par le président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, a expliqué de son côté le directeur de l'exploitation et de la maintenance à l'Office national de l'assainissement (ONA), Salah Lahlah.

"Nous disposons d'un parc de 210 stations d'épuration à l'échelle nationale qui nous permettra d'augmenter de manière substantielle le volume des eaux usées épurées dans l'irrigation", a-t-il souligné, tout en considérant que cette ressource "inépuisable" constitue "une alternative intéressante et efficace pour faire face au stress hydrique".

Cela permettra de diminuer la pression de la demande sur les ressources conventionnelles notamment celles souterraines qui constituent un réservoir stratégique pour la sécurité hydrique et alimentaire du pays, a-t-il indiqué. Abondant dans le même sens, le sous-directeur de l'irrigation et de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique au niveau du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Halim Benmessaoud, a estimé que les eaux traitées devrait contribuer à une augmentation considérable des surfaces irriguées, d'où l'importance, selon lui, d'adopter des solutions innovantes pour optimiser l'exploitation de cette ressource. "Actuellement, les capacités de traitement des eaux usées par les stations d'épuration dépassent les 480 millions de mètres cubes par an", a-t-il avancé, ajoutant que cette quantité est "largement suffisante pour l'irrigation de 100.000 hectares".

Les surfaces irriguées par cette ressource non conventionnelle sont en augmentation. Elles sont passées de 1.000 hectares en 2019 à 4.000 hectares en 2021, a-t-il fait savoir.

Au-delà de sa contribution dans la diversification de la ressource hydrique, les experts présents à cette rencontre ont mis en avant les vertus avérées de l'eau usée épurée dans le développement de l'agriculture écologique.

"Cette eau contient des éléments minéraux essentiels à la croissance et au développement des plantes", affirment-ils, en citant notamment l'azote, le phosphore et le potassium. "Son utilisation contribue donc à minimiser l'utilisation des engrais chimiques", ont-ils conclu.

R.E.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS La hausse en 2022 dans les pays en développement ne profite pas à l'Afrique

Malgré une tendance mondiale à la baisse, les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté dans les pays en développement en 2022, mais l'Afrique n'a reçu que 3,5 % de ces investissements, selon le rapport de la CNUCED. Bien que la tendance mondiale se soit généralement orientée vers une diminution, les pays qualifiés émergents ont connu une croissance de leurs investissements directs étrangers (IDE) en 2022, d'après le plus récent rapport de la Commission des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

En effet, ces nations ont collectivement bénéficié de 916 milliards \$ en IDE, principalement stimulés par les groupes asiatiques, mais également par l'Amérique latine qui a enregistré la plus importante progression. Cependant, seulement 3,5 % de ces investissements étrangers à l'échelle mondiale ont été dirigés vers l'Afrique. Si l'on exclut des pays tels que l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria, le Ghana et la part du reste de l'Afrique subsaharienne ne dépasse pas 1 %. En termes absolus, la valeur des IDE ciblant l'Afrique s'est élevée à 45 milliards \$, sur un total enregistré de 1 245 milliards \$.

Les informations de l'organisation onusienne révèlent pourtant clairement qu'au cours des trois dernières années, les investisseurs internationaux ont davantage ciblé les économies émergentes, au détriment de l'Europe et de l'Amérique du Nord. De 67,2 % en 2020, ce groupe de pays a atteint une part record de 70,8 % des IDE en 2022.

Cela étant, les pays asiatiques demeurent les principaux bénéficiaires de cette redistribution des ressources. Concernant les investissements dans de nouveaux projets, le continent a continué d'améliorer ses performances, avec 766 nouveaux engagements enregistrés, soit une hausse de 36 %. Mais, il s'agit du volume le plus bas comparé aux autres régions de même envergure (Europe, Amérique et Asie), et les investisseurs ne semblent pas encore disposés à y allouer davantage de ressources financières. Les raisons de cette répartition inéquitable au détriment de l'Afrique peuvent être complexes à identifier, d'autant plus que le continent abrite un marché de 1,4 milliard de personnes, des ressources minières convoitées pour la transition énergétique, une population jeune prête à fournir une main d'œuvre active et surtout un potentiel de croissance encore inexploité.

Dans le discours public, la région est généralement perçue comme vulnérable, fragile, voire « très risquée », une fois que l'on exclut des pays comme le Kenya, le Nigeria, le Ghana, l'Afrique du Sud et le bloc des pays maghrébins. Pourtant, c'est précisément dans les zones qui excluent ces pays que l'on trouve le plus de richesses naturelles et une part significative de la population.

De plus, le continent ne reçoit pas suffisamment de reconnaissance pour les efforts déployés par ses pays pour améliorer le climat des affaires.

Ecofin

PÉTROLE

Le Brent à 77,82 dollars

Les prix du pétrole se maintenaient mardi après les mesures prises par la Chine pour soutenir son secteur immobilier, mais restaient plafonnés par les craintes de récession mondiale qui pourraient affecter la demande, avant la publication d'un indicateur clef aux Etats-Unis sur l'inflation.

Par Slimane T/Agence

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre gagnait 0,17% à 77,82 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en août, prenait 0,23% à 73,17 dollars.

« Le pétrole est soutenu par les investisseurs qui évaluent les perspectives de la demande en Chine suite aux mesures prises par Pékin pour soutenir son secteur immobilier », commente un analyste. Le marché semble avoir été rassuré par l'annonce de la prolongation de mesures de soutien au secteur immobilier en Chine, qui croule sous les dettes.

Cependant, la reprise post-Covid de "la croissance économique du pays est loin d'être aussi rapide que le marché l'avait espéré", insistent les analystes d'Energi Danmark, laissant ainsi crain-

dre pour la demande du premier pays importateur de brut au monde. Et pour Tamas Varga, de PVM Energy, "l'anxiété est toujours palpable, car les craintes de récession pourraient entraîner une baisse de la demande de pétrole".

Le marché attend en effet la publication d'un indicateur d'inflation crucial aux Etats-Unis mercredi.

Les économistes tablent sur un recul de l'inflation américaine en juin. "La réalisation de ces prévisions sera accueillie avec un grand soulagement", affirme M. Varga.

En effet, une baisse significative de l'inflation pourrait donner plus de latitude à la Réserve fédérale américaine (Fed) pour opter pour une pause dans son cycle de hausse des taux, de façon à alléger les pressions sur l'économie du pays.

Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait sous la barre des 30 euros le mégawattheure (MWh), à 29,975 euros le MWh, après

avoir baissé de plus de 9% la veille.

"Malgré les inquiétudes récentes concernant l'augmentation de la demande en Asie, qui pourrait affecter les livraisons de GNL (gaz naturel liquéfié, ndlr) à l'Europe, le marché européen reste bien approvisionné", expliquent les analystes d'Energi Danmark.

Le marché "reste optimiste sur le fait que les stocks européens seront bien remplis avant l'hiver prochain", poursuivent-ils.

En parallèle, la compagnie pétrolière norvégienne DNO a annoncé lundi avoir découvert du gaz naturel dans les eaux norvégiennes de la mer du Nord, susceptible selon elle d'être la plus importante découverte dans le pays depuis dix ans.

Dans le sillage de la guerre en Ukraine, la Norvège est devenue le principal fournisseur de gaz naturel du continent européen.

INSPIRATION ET INNOVATION

Le modèle d'incubateurs allemands au service des start-ups Algériennes

Lors d'un événement, tenu le 4 juillet 2023 au siège de la KAS à Alger et organisé par la Fondation Konrad-Adenauer en partenariat avec le Cercle d'Action et de Réflexion pour l'entreprise CARE, les participants ont mis en lumière l'importance cruciale des startups, devenues la clé d'une économie durable. L'importance de créer un environnement favorable à l'innovation et à l'entrepreneuriat, où les startups peuvent prospérer et contribuer à l'économie, a été également souligné. Des intervenants de premier plan ont mis en évidence l'importance de l'innovation et des startups pour le développement économique et social.

La présentation inaugurale, animée par M. Jannis Gilde, chef de projet de recherche à l'Association de Startup pour le développement de l'écosystème des startups et de l'investissement, a exploré les stratégies et l'histoire des startups allemandes. Il a exposé l'état de l'écosystème startup allemand. La German Startup Association, en tant que voix des startups en Allemagne, se base sur trois piliers : le lobbying, la recherche et le réseau. Elle représente les intérêts des fondateurs de startups à différents niveaux politiques, se connectent avec d'autres startups et acteurs de l'écosystème lors d'événements, et effectuent des recherches sur les startups, notamment avec le German Startup Monitor. Malgré une année record en 2021, l'écosystème a été touché par une crise économique en 2022, mais les investissements dans les startups restent supérieurs aux niveaux pré-pandémie. Enfin, des clusters établis, tels que l'industrie financière, sont challengés par les startups. Cette intervention a captivé l'audience en mettant en

lumière sur les initiatives clés qui ont propulsé l'Allemagne au rang de leader mondial de l'innovation.

Le point culminant de la conférence a été la discussion sur le processus d'incubation des startups en Allemagne. M. Kilian Bachmair, candidat au doctorat à l'Université de Cambridge, et M. Nikolas Hoehme, responsable de la transformation numérique chez Henkel, ont partagé leurs connaissances et leur expérience sur le processus d'incubation des startups en Allemagne. Leur présentation a aussi souligné l'importance d'un accompagnement solide et de ressources adéquates pour favoriser la croissance et le succès des startups.

Par la suite, les participants ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur l'évolution et les perspectives de l'écosystème des startups en Algérie. Le Dr. Mehdi Omarouayache, président du Cluster algérien du numérique, a partagé des informations précieuses sur les avancées réalisées dans le pays et les opportunités émergentes pour les startups algériennes. Sa présentation a suscité un débat animé et démontré le potentiel de l'Algérie en tant que marché propice pour les startups. Elle a également démontré l'engagement de l'Algérie à encourager l'innovation et à créer un environnement propice à l'essor des startups, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour ces dernières.

En outre, la conférence a abordé le soutien à l'innovation par le transfert de technologie et l'incubation. Le D.Fragua Rabah, chef de département ingénierie de management à l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (Anvredet), a exposé les initiatives

en cours pour faciliter le transfert de connaissances et soutenir les startapeurs dans leur parcours en leur fournissant les outils et les ressources nécessaires pour transformer leurs idées en succès commerciaux. La présentation a souligné l'importance de l'innovation pour favoriser la croissance économique et établir une économie basée sur la connaissance. Pour cela, un équilibre entre la production, la diffusion et le transfert du savoir est essentiel. Dans ce contexte, l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (AN-VREDET) joue un rôle important. Sa mission consiste à mettre en œuvre la stratégie nationale de développement technologique en favorisant le transfert des résultats de la recherche et leur valorisation. L'agence identifie les projets innovants, accompagne les inventeurs dans le développement de leurs projets, renforce les collaborations entre les institutions de recherche et les secteurs utilisateurs, et encourage toutes les initiatives visant à promouvoir l'innovation. Ces activités contribuent à la valorisation et à l'évolution de l'écosystème d'innovation en Algérie.

Après une pause-café bien méritée, les participants ont pris part à un débat général animé, au cours de laquelle ils ont pu échanger des idées, approfondir les sujets abordés et saisir des moments de networking pour créer des liens entre les acteurs de l'écosystème des startups.

SOURCE : Care

LE NOUVEAU PROJET DE LOI RÉGISSANT LES MINES FINALISÉ

Les procédures d'investissement simplifiées

Une nouvelle loi pour le secteur des mines est en préparation. Le nouveau texte de loi est finalisé et sera soumis au Parlement avant fin 2023, a annoncé hier le président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), Mourad Hanifi.

Par Sirine R

Dans une déclaration accordée à la radio nationale « Chaîne I », le responsable a fait savoir que le texte de loi en question est sur la table du secrétariat du gouvernement, en précisant que ce nouveau cadre législatif apportera de nouvelles incitatives aux investisseurs. Le président de l'ANAM a assuré, en outre, que toutes les mesures ont été prises afin de faciliter l'acte d'investir dans ce domaine stratégique pour l'Algérie. « Toutes les contraintes bureaucratiques ont été levées », annonce-t-il, en faisant savoir que « Notre stratégie vise à capter des investisseurs ayant les capacités techniques (le savoir-faire) et financières », dira-t-il. En clair, l'Etat veut donner un nouvel élan à l'investissement minier et l'exploitation des différents gisements à travers le pays. Cette ouverture sur le privé et le partenariat avec des étrangers vise à la mobilisation de capitaux nécessaires pour relancer la branche de la prospection minière. Le même responsable a indiqué que l'Etat n'est plus en mesure d'assumer elle-même l'investissement dans l'exploration des gisements miniers, d'où la nécessité de s'ouvrir sur le privé et les étrangers. L'investissement dans le domaine minier est coûteux et en même temps risqué, explique Mourad Hanifi, en indiquant que sur les 100 projets d'exploration seulement

1 ou deux projets seront viables ! Donc, il est primordial de donner des garanties et des avantages pour les investisseurs notamment dans la prospection. Certes, dira-t-il, l'investisseur a des obligations à remplir, mais également, il a des droits en matière d'exploitation de la mine après son exploration. « Nous sommes en train de baliser la route pour les investisseurs sérieux, en ruinant toutes les conditions de réussites et d'amélioration de l'attractivité du secteur minier afin de capter surtout des IDE », souligne le président de l'ANAM, en indiquant que l'accès au domaine minier sera souple et facile avec la promulgation de la nouvelle loi sur les mines. Ce nouveau cadre réglementaire apportera des facilitations en matière d'octroi des permis d'exploitation et donnera certainement un nouvel élan pour le secteur minier. Ce dernier est considéré, dira-t-il, comme étant un levier pour réduire notre dépendance aux hydrocarbures et la diversification de l'économie nationale. Depuis 2020, le gouvernement accorde un intérêt particulier pour ce secteur, en relançant plusieurs projets et l'engagement de réformes profondes en matière du cadre réglementaire. Une stratégie a été tracée par le ministère de l'Energie et des Mines, en orientant ses efforts vers la relance de la branche de l'exploration. D'ailleurs, sans cette branche, le secteur des mines ne connaîtra pas un nouvel essor. Conscient de cette réalité, un pro-

gramme ambitieux a été lancé, sur fonds propres de l'Etat, en 2021. Doté d'un budget de 4 milliards de dollars sur trois ans, 26 projets sont en cours de réalisation. Le responsable de l'ANAM a souhaité voir des investissements à côté, mené par des opérateurs privés et sociétés étrangères, soit en partenariat où seules. « Nous visons capter des sociétés dotées en moyen techniques et financiers. Depuis 2020, le gouvernement accorde un intérêt particulier pour ce secteur, en relançant plusieurs projets et l'engagement de réformes profondes en matière du cadre réglementaire. D'ailleurs, sans cette branche, le secteur des mines ne connaîtra pas un nouvel essor. Questionné sur l'avancement des travaux aux niveaux des grands projets miniers, à savoir celui du fer à Gar Djebilat, du phosphate à l'Est du pays et celui du zinc et plomb à Oued Amizour, en cours de réalisation, le même responsable a indiqué que les travaux avancent avec une cadence soutenue, en réitérant la volonté des pouvoirs publics pour la valorisation en interne de ces gisements. « Nous œuvrons au développement du contenu local. On ne va pas se contenter seulement à l'exploitation de la mine. Mais on va investir dans la transformation », conclut-il.

SONATRACH

Lancement progressif de nouveaux projets pétrochimiques

Le PDG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a annoncé, lundi à Alger, le lancement progressif de plusieurs nouveaux "méga-projets" pétrochimiques, dans le cadre des démarches d'augmentation des niveaux de valorisation des hydrocarbures. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation du bilan du groupe pour l'exercice 2022 et les cinq premiers mois de l'exercice 2023, M. Hakkar a indiqué que Sonatrach œuvrait au lancement d'un ensemble de projets pétrochimiques, dans le cadre de la stratégie tracée en vue du développement des industries manufacturières, annoncée par les autorités suprêmes du pays et visant à réduire la facture d'importation et à créer une plus-value au niveau local. A ce titre, M. Hakkar a fait état de deux "importants" projets en pétrochimie en cours d'élaboration, d'autant plus que l'appel d'offres relatif aux soumissions techniques et financières sera lancé courant 2023. Il s'agit du projet de production de diesel au niveau de la raffinerie de Skikda, auquel une enveloppe financière conséquente a été allouée en vue d'assurer "la couverture des besoins nationaux en ce carburant jusqu'en 2035". Quant au second projet, il consiste en l'extension de la raffinerie d'Arzew pour la production d'essence, et ce dans le cadre de l'augmentation de ses capacités de production, pour passer de 600.000 tonnes à 1,2 millions de tonnes/an, ce qui contribuera à la satisfaction des besoins nationaux jusqu'en 2036. De surcroît, M. Hakkar a évoqué un autre projet de réalisation d'une unité de production d'une matière première utilisée dans la fabrication de détergents, soulignant que la commission d'évaluation des offres techniques de ce projet achèvera ses travaux en 2023, avec une signature du contrat de réalisation prévue avant la fin décembre. Dans ce contexte, le PDG a cité le lancement des travaux de réalisa-

tion d'un important projet dans le secteur de pétrochimie en fin 2022 à Arzew pour la production du méthyl tert-butyl éther (MTBE), utilisé comme adjuvant pour améliorer l'essence sans plomb au niveau des raffineries, sans avoir à l'importer. Autre projet relatif à la réalisation d'un nouveau complexe pétrochimique pour la production du polypropylène à Arzew (Oran), celui-ci a récemment été signé avec le consortium cino-britannique "Petrofac-HQC" considéré comme "le plus grand projet pétrochimique depuis les années 1970". Quant à l'investissement dans les hydrocarbures, M. Hakkar a fait savoir que 30 milliards de dollars ont été alloués pour financer l'exploration et la production d'hydrocarbures, soulignant qu'une grande partie de ces investissements sera destinée à la persévérance des champs de production et à la modernisation des installations. Quant aux prévisions de production et d'exportation pour cette année, M. Hakkar a indiqué que Sonatrach ambitionnait d'atteindre une production préliminaire de 200 millions de TEP et une exportation oscillant entre 91 et 92 millions de TPE d'hydrocarbures, affirmant que le maintien des prix énergétiques élevés permettrait de poursuivre les investissements dans des projets d'exploration, de production et de raffinage. Par ailleurs, M. Hakkar a indiqué que le recrutement au niveau du Groupe était supervisé par des entreprises et organismes nationaux, et ce dans le cadre des instructions et des lois qui régissent ce volet, afin de garantir "la transparence totale, depuis le concours jusqu'à l'annonce des résultats". Plus de 4.200 personnes sont recrutées au niveau du Groupe depuis 2020 jusqu'à mai 2023, a ajouté M. Hakkar, relevant que la société nationale des hydrocarbures était la seule, au niveau national, à avoir recruté autant durant cette période.

R E.

SONATRACH

Livraison d'une cargaison de 90 millions m3 de GNL à Eni

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé, mardi, dans un communiqué, la livraison de la première cargaison commerciale de GNL au nouveau terminal de regazéification flottant de Piombino (Italie). "Dans le cadre du renforcement de ses exportations gazières, Sonatrach a livré à Eni en date du 7 juillet 2023 une cargaison de GNL de 90 millions mètres cubes de gaz au nou-

veau terminal de regazéification flottant de Piombino en Italie", a précisé la compagnie. Cette cargaison, chargée au niveau du complexe de liquéfaction GL3Z-Bethioua en Algérie, a été livrée par un méthanier détenu par la filiale HYPROC, a ajouté le communiqué. "Cette livraison est considérée comme étant la première cargaison commerciale de ce terminal après la fin de la phase de test, ce qui

marque le début effectif de l'exploitation commerciale", a-t-on souligné de même source. "Sonatrach compte accroître ses volumes vers ce nouveau terminal sur une base régulière consolidant ainsi son rôle central dans la sécurité des approvisionnements de l'Europe, et de l'Italie notamment", a fait savoir la compagnie nationale.

R E.

IMPORTATION DE LÉGUMES SECS ET DE RIZ

Les précisions de l'Abef

L'Etat a donné l'exclusivité de l'importation des légumes secs et du riz à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Cette exclusivité avait fait l'objet d'une note émise en février dernier par l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef). Et depuis cette date, l'importation des légumes secs et du riz a été interdite pour les opérateurs privés. Dans un nouvelle note datée du 9 juillet 2023, l'Abef est revenue pour apporter des précisions au sujet des positions tarifaires concernées par l'exclusivité d'importation des légumes secs et du riz par l'OAIC. Cette nouvelle note intervient « suite aux interrogations des banques, au sujet d'une correspondance adressée par la Direction Générale des Douanes à ses différentes structures, en faisant référence à un courrier émanant du Ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations, portant n° 1144 du 08/05/2023, qui précise que seules quelques positions tarifaires, sont concernées par cette mesure d'interdiction faite aux opérateurs économiques autres que l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) », lit-on dans le document de l'Abef.

« A cet effet et en ce qui nous concerne, n'ayant reçu aucune information en ce sens, nous n'avons pas manqué de saisir le Ministère du Commerce, pour nous confirmer la teneur de cette correspondance, afin de permettre aux banques une stricte application de cette mesure », indique l'Association professionnelle. Selon la même source, dans sa réponse intervenue le 21 juin 2023, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a précisé que les positions tarifaires concernées par l'exclusivité d'importation des légumes secs et riz par l'OAIC, communiquées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, sont les suivantes : les lentilles, les pois chiches, l'haricot blanc et le riz. Leurs positions tarifaires douanières sont : Pois chiches autre que de semences (0713209000), Autres lentilles (0713409900), haricot commun autre que de semences (0713339000), riz semi-blanchi, même poli ou glacé non étuvé (1006309000). Agence.

MINE DE ZINC DE TALA HAMZA

Déclassement d'une parcelle de terre agricole de 6 hectares

Le Décret exécutif n° 23-231 du 20 juin 2023 portant déclassement d'une parcelle de terre agricole située dans la commune de Tala Hamza, wilaya de Béjaïa, destinée à la réalisation d'une base logistique et d'un accès au gisement de zinc-plomb de Tala Hamza et Amizour, a été publié au Journal officiel n°44. La parcelle de terre agricole est d'une superficie de 6 hectares, selon le texte signé par le Premier ministre, Aïmene Benabderahmane.

SALON NATIONAL DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES DE JEUNES ET DES START-UP À TIZI OUZOU

Impliquer les start-up dans le développement technologique et économique

Le Salon national des activités scientifiques de jeunes et des start-up s'est ouvert dimanche à Tizi-Ouzou, avec pour finalité l'implication des jeunes dans le développement technologique et économique, selon des organisateurs. S'exprimant à l'ouverture de cette manifestation, initiée par la direction de wilaya de la Jeunesse et des sports en collaboration avec la ligue de wilaya des activités scientifiques et techniques de jeunes et l'association scientifique +Les petits débrouillards+, la présidente du conseil scientifique de cette organisation, Haffaf Hafida, a indiqué que le Salon vise à « éviter de confiner les projets et les idées innovantes des jeunes dans des expositions ». « Nous voulons que ces idées et projets innovants soient accompagnés afin d'en faire des outils actifs dans le domaine du développement scientifique, afin que l'Algérie devienne pionnière dans tous les domaines de développement technologique et économique », a-t-elle ajouté. Aussi l'événement, placé sous l'égide du wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi, est une opportunité pour créer un espace de communication et d'échange d'idées et d'expériences entre les jeunes porteurs de projets et la communauté scientifique et les représentants du monde économique « afin qu'ils puissent mûrir un débat dans le domaine de l'activité scientifique et de l'innovation technique », a signalé Mme Heffaf. De son côté, le directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Aziz Tahir, qui a donné le coup d'envoi de la manifestation, a observé que ce Salon, est un espace de réflexion sur la manière d'accompagner les jeunes afin qu'ils puissent concrétiser leur projets et renforcer leur participation à l'économie nationale. « Il s'agit aussi de mettre à la disposition du mouvement associatif qui active dans le domaine scientifique, grâce au Salon, des chercheurs et un encadrement spécialisé de la DJS mais aussi de l'université qui est la vraie locomotive », a ajouté M. Tahir. Cet événement permet de créer un contact entre l'ensemble des acteurs activant dans ce domaine pour un échange d'expériences et d'idées tout en suscitant un débat autour des préoccupations des jeunes porteurs de projets innovants, à travers les conférences, les Workshop et les ateliers programmés, a-t-il ajouté. M. Tahir a en outre relevé « une participation de qualité » à ce Salon qui a réuni une centaine de jeunes issus d'une trentaine de wilayas avec la présence de gérants de start-up qui ont réussi au niveau national, et pris comme exemple pour les jeunes porteurs d'idées. En outre, plus d'une vingtaine de participants entre chercheurs professeurs d'université et opérateurs économiques sont présents au Salon de 3 jours, au programme duquel, une grande exposition/démonstration est prévue à la placette de l'Olivier.

POUR DÉVELOPPER LES RÉGIONS FRONTALIÈRES

Un plan d'action en cours d'élaboration

Un plan d'action global est en cours d'élaboration pour le développement des régions frontalières de tout le pays et leur permettre d'accéder à un développement dans tous les domaines, a annoncé lundi à Tébessa le directeur général de l'aménagement du territoire au ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, Madjid Saâda.

Au cours d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya pour la présentation d'une étude d'aménagement et de développement des régions frontalières en présence des directeurs exécutifs et des présidents des APC des 10 communes concernées et des représentants de la société civile, le même responsable central a précisé que ce plan comprend trois étapes qui commencent par l'élaboration d'un bilan diagnostic de toutes les régions frontalières et de leurs problématiques puis, dans une seconde étape, l'élaboration d'un programme d'aménagement et de développement et, enfin, sa mise en œuvre et son suivi.

Le même responsable a souligné que les régions frontalières jouissent d'un intérêt spécial dans le plan d'action du gouvernement afin d'éliminer les déséquilibres entre les territoires, considérant que ces régions sont "des espaces stratégiques qui requièrent un plan national de promotion pour améliorer les conditions de vie de leur populations, répondre à leurs préoccupations et les fixer dans leurs régions de sorte à garantir l'équilibre, l'équité et l'attractivité



sur l'ensemble du territoire national dans le cadre d'un développement durable qui tient compte des spécificités de chaque région". "Le défi actuel consiste à susciter une dynamique de développement qui renforce l'attractivité des régions frontalières, à créer des initiatives économiques trans-frontalières, à désenclaver, à faciliter les mouvements et à renforcer les équipements", a affirmé le directeur général de l'aménagement du territoire. De son côté, le directeur des

études à l'Agence nationale à l'aménagement et à l'attractivité des territoires, Ali Bensedik, a indiqué que l'objectif de ce plan est de proposer "à court terme" des projets structurants à concrétiser avec une priorité absolue pour les régions frontalières en tenant compte des disparités en termes de potentialités et de ressources afin de développer une économie durable, combattre l'économie informelle et les échanges commerciaux illégaux.

Le wali de Tébessa, Saïd Khelil, a

relevé que cette wilaya de 13.878 km² dispose d'une bande frontalière de 297 km. Elle est connue pour sa vocation agropastorale, ses mines de fer et de phosphate et le potentiel touristique de son patrimoine archéologique, a-t-il noté, rappelant l'important projet intégré d'extraction et transformation du phosphate de la région de "Bled El Hedba" et le projet de dédoublement et modernisation de la ligne ferroviaire minière.

APS

TRAVAUX PUBLICS

Rakhroukh inaugure et inspecte nombre de projets dans la wilaya d'Alger

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh a inauguré, lundi, nombre de projets relevant de son secteur et inspecté d'autres en cours de réalisation dans la wilaya d'Alger, des projets en mesure de fluidifier le trafic routier et éliminer les embouteillages. Le ministre était accompagné du wali d'Alger, M. Abdennour Rabhi, de députés, d'élus locaux et de cadres du secteur, lors de cette visite qui s'inscrit dans le cadre de l'inspection du programme de développement que le secteur met en œuvre et qui est axé sur la réalisation et l'aménagement du réseau routier, la réalisation d'échangeurs et l'élargissement de ronds-points pour garantir la fluidité de circulation et pour en finir avec l'embouteillage au niveau de la capitale.

A l'entame de cette visite, le ministre a supervisé la mise en service de deux trémies au niveau de RN41 à Chéraga, la première devant contribuer à l'élimination des points noirs au niveau de la capitale, à l'instar de l'entrée de Chéraga, tandis que la deuxième fluidifiera la circulation au niveau de la RN41 et u CW111 reliant Alger à Chéraga et Zéralda à Ain Benian.

A Réghaia, (Est d'Alger), M. Rakhroukh a supervisé la mise en service d'un échangeur de 4km, au niveau du CW122 entre Réghaia et Ouled Hedadj, aux frontières de la wilaya de Boumerdès via la RN61.

Ce projet, qui reliera les RN 24 et 61, permettra de fluidifier le trafic routier au niveau du littoral d'Alger-Est, qui connaît une grande congestion notamment durant la saison estivale, selon les explications présentées.

Par ailleurs, le ministre et la délégation l'accompagnant ont inspecté de nombreux projets importants à l'instar du projet de réalisation de la pénétrante de la deuxième rocade, de l'échangeur de Rahmania vers la Nouvelle Ville de "Sidi Abdellah", long de 6



km. M. Rakhroukh a, par la même, émis des instructions pour intensifier les efforts en vue de concrétiser le projet dans les plus brefs délais.

Dans la commune de Staoueli (Alger Ouest), le ministre a inspecté le projet de la route reliant la Zone d'expansion touristique (ZET) de Sidi Fredj à Palm Beach et Azur plage. Ce projet vise à décongestionner le front de mer s'étendant de Sidi Fredj à Palm Beach et Azur plage, mais aussi faciliter le déplacement de citoyens sur 15 km comprenant plusieurs axes routiers.

Le ministre a, à ce propos, mis en avant "l'impératif de lever tous les obstacles et renforcer les chantiers par tous les moyens matériels et humains", ordonnant de "doubler les heures de travail avec le respect des délais impartis par l'entreprise de réalisation".

Dans la commune de Tessala El Merdja (sud d'Alger), M. Rakhroukh a inspecté les travaux au niveau du chantier de la pénétrante (Hamissi) qui relie l'autoroute est-ouest (Tessala El Merdja) à la première rocade autorou-

tière de Douaouda (w.Tipaza), à travers le dédoublement de la RN 67 et le CW 212.

Ce projet qui devra être réceptionné au 1er trimestre de l'année 2024, permettra de relier la RN 1 entre Tessala El Merdja et Douaouda et reliera trois wilayas, à savoir Alger, Blida et Tipaza.

Dans des déclarations à la presse au terme de la visite d'inspection, le ministre a affirmé que tous ces projets contribueront, une fois mis en service, à la réduction de l'embouteillage dans la capitale, soulignant que la solution idoine consiste en la complémentarité entre les différents secteurs, notamment avec le secteur des Transports.

Répondant à une question relative à l'autoroute nord-sud, M. Rakhroukh a indiqué que le tronçon du nord qui s'étend du nord à Gharadaia, en passant par Chiffa et Boughezoul sur une longueur de 800 km, a subi des travaux de dédoublement dans quelques parties, révélant que l'étude a été élaborée en vue de la réalisation du dédoublement de cette route jusqu'à El Meniaa, pour être ainsi généralisée jusqu'aux frontières sud du pays.

MARCHÉS MONDIAUX DES CÉRÉALES

Principaux éléments des projections de la FAO et l'OCDE

Partie 1

Ce chapitre, du rapport de la FAO et l'OCDE, décrit l'évolution des marchés et les projections à moyen terme relatives aux marchés mondiaux des céréales sur la période 2023-32. Les projections couvrent la consommation, la production, les échanges et le prix du maïs, du riz, du blé et d'autres céréales secondaires. Ce chapitre s'achève par un examen des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur les marchés mondiaux des céréales au cours de la prochaine décennie.

La croissance de la demande ralentit, les rendements stimulent la production. Au cours des dix prochaines années, la croissance de la demande de céréales devrait ralentir par rapport à la décennie précédente en raison d'une progression plus lente de la demande pour les aliments pour animaux, les biocarburants et d'autres usages industriels.

En outre, dans de nombreux pays, la consommation directe par habitant de la plupart des céréales atteint un niveau de saturation, ce qui limite la croissance de la demande globale. L'essentiel de la hausse de la demande alimentaire s'explique par un accroissement démographique, notamment dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Sous l'effet de l'expansion démographique, la consommation de blé et de riz en Asie, ainsi que celle de millet, de sorgho et de maïs blanc en Afrique, devraient augmenter. Par ailleurs, l'importance croissante du riz dans les régimes alimentaires africains devrait se traduire par une hausse continue de sa consommation par habitant sur ce continent. Durant la prochaine décennie, l'augmentation de la production mondiale de céréales sera alimentée par la hausse des rendements et l'intensification de l'exploitation des terres arables existantes.

La disponibilité et l'adoption accrues de variétés de semences nouvelles et améliorées, l'utilisation plus intensive et efficace des intrants et l'amélioration des pratiques agricoles seront à l'origine de cette augmentation attendue. De plus, les perturbations du marché pourraient faire ressurgir les mesures visant à accroître la production intérieure afin de réduire l'exposition aux marchés mondiaux. Cependant, la croissance de la production pourrait être limitée par les répercussions du changement climatique sur les rendements, un accès limité aux nouvelles technologies dans certains pays et des investissements insuffisants. Par ailleurs, la prise de conscience écologique et les nouvelles mesures environnementales pourraient freiner la croissance des rendements. La production mondiale de céréales devrait augmenter de 320 Mt par rapport à son niveau actuel pour atteindre 3.1 Gt d'ici 2032, essentiellement grâce au maïs et au riz.

Comme lors de la décennie écoulée, cette hausse devrait être principalement attribuable aux pays asiatiques, qui représenteront environ 45 % de la croissance mondiale. L'Afrique, où le maïs et les autres céréales secondaires restent les principaux moteurs de la croissance, contribuera dans une plus grande mesure à la croissance mondiale de la production de céréales par rapport à la décennie précédente. L'Amérique latine et les Caraïbes représenteront également une part non négligeable de la hausse, principalement de maïs. En supposant des conditions de culture moyennes,

l'Océanie ne devrait pas maintenir la production record affichée pendant la période de référence.

À l'échelle mondiale, 17 % de la production mondiale de céréales a fait l'objet d'échanges internationaux en 2022. Néanmoins, cette part varie selon les céréales, s'échelonnant entre 10 % pour le riz et 25 % pour le blé. Cette part devrait rester stable au cours des dix prochaines années. L'Asie devrait conserver sa position de première région exportatrice de riz au monde, tandis qu'en majorité, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes importeront du blé et exporteront du maïs. De nombreux pays africains et asiatiques devraient accroître leur dépendance vis-à-vis des importations de céréales au cours de la prochaine décennie.

Les échanges mondiaux de céréales devraient croître de 11 %, représentant 530 Mt en 2032. Le blé sera à l'origine d'environ 43 % de cette augmentation, la part restante se répartissant entre le maïs (34 %) et le riz (20 %) et les autres céréales secondaires (3%). La Fédération de Russie (ci-après la « Russie ») devrait demeurer au premier rang des exportations mondiales de blé, avec une part de 23 % en 2032. Les États-Unis resteront le premier exportateur de maïs, suivis de près par le Brésil, tandis que l'Union européenne maintiendra sa position de principal exportateur de céréales secondaires. S'agissant du riz, les principaux exportateurs mondiaux resteront l'Inde, la Thaïlande et le Viet Nam, tandis que le Cambodge et le Myanmar joueront un rôle de plus en plus important dans les exportations. Comme les années précédentes, la demande d'aliments pour animaux de la Chine devrait être un facteur clé sur les marchés des céréales. Les projections reposent sur l'hypothèse que les importations chinoises de maïs et de blé se maintiendront en deçà des pics récents et qu'elles atteindront 19 Mt et 7.5 Mt respectivement d'ici 2032. Les prix nominaux des céréales devraient rester élevés pendant la campagne 2023-24.

Toutefois, si les rendements moyens et la stabilité géopolitique se maintiennent, ces prix pourraient renouer avec leur tendance baissière à long terme en valeur réelle jusqu'en 2032. Les restrictions liées à la pandémie de la covid-19 (dont certaines restent en vigueur en République populaire de Chine – ci-après la « Chine »), la guerre que de la Russie contre l'Ukraine, les maladies animales, la baisse de la production due à des événements météorologiques extrêmes dans certains pays, les coûts élevés des engrais et des transports, de même que l'environnement macroéconomique, dont la forte inflation, ont provoqué une brusque augmentation du prix des céréales. Ces facteurs devraient s'atténuer d'ici 2024, mais pourraient malgré tout influencer sur les prix pendant la période de projection. En outre, les perturbations des échanges qu'entraîne l'instabilité politique et les tentatives de maîtrise

de l'inflation pourraient également avoir de profondes répercussions sur les marchés. Certains pays ont annoncé leur intention d'élaborer des stratégies de gestion des prix intérieurs, comme la constitution de stocks, les restrictions à l'exportation, la mise en place d'obstacles à l'importation et la hausse des subventions pour les producteurs et les consommateurs, mais la mise en place de ces mesures reste souvent peu claire et difficilement réalisable sur le plan financier.

Tendances actuelles des marchés

Baisse des prix du blé et des céréales secondaires après les pics récemment enregistrés. En 2022-23, la situation du marché des céréales (blé et céréales secondaires) est assez mitigée par rapport à la campagne précédente. La production mondiale de blé a atteint des niveaux inédits et les stocks mondiaux augmentent. En revanche, la production de maïs et d'autres céréales secondaires n'a pas été suffisante pour répondre à la demande, entraînant une diminution inattendue des stocks mondiaux de céréales secondaires à la fin de la campagne en 2023. Bien que l'Initiative céréalière de la mer Noire ait facilité le transport de plus de 15 millions de tonnes de céréales jusqu'en avril 2023, contribuant à accroître l'offre et à calmer en partie l'incertitude sur les marchés des céréales, la production exportée par l'Ukraine reste limitée. S'agissant du riz, après plusieurs années consécutives de récoltes exceptionnelles, le mauvais temps et la hausse des coûts de production devraient entraîner une baisse de la production mondiale en 2022-23, même si, grâce à un volume de plantations qui reste important, les récoltes mondiales devraient se maintenir au-dessus de la moyenne. La diminution prévue de la production de cette campagne, combinée aux nouvelles mesures prises par les pouvoirs publics, pourrait empêcher une nouvelle augmentation de la consommation mondiale de riz et faire baisser les échanges mondiaux de cette céréale en 2023. Cependant, du fait des efforts déployés par certains pays pour reconstituer leurs stocks, les réserves mondiales de riz devraient atteindre leur deuxième plus haut niveau enregistré en 2022-23.

Projections concernant les marchés

Les pays asiatiques alimenteront la croissance de la demande de céréales destinées à l'alimentation humaine et animale. L'alimentation humaine continuera de représenter la majeure partie de la demande de céréales, suivie de près par l'alimentation animale. En 2032, 41 % de l'ensemble des céréales sera directement consommé par l'homme, tandis que 37 % seront utilisés pour les aliments pour animaux. Les biocarburants et les autres usages devraient représenter les 22 % restants. Toutefois, ces parts varient selon le type de céréales. Si le blé et le riz sont princi-

palement utilisés pour la consommation humaine, le maïs et les autres céréales secondaires sont majoritairement destinés à la consommation animale.

Entre 49 % et 65 % de la consommation mondiale de céréales a lieu dans les cinq principaux pays consommateurs de chaque céréale, ce qui est nettement moins concentré que la production. La consommation mondiale de céréales devrait légèrement progresser pour passer de 2.8 Gt pendant la période de référence à 3.1 Gt en 2032, principalement sous l'effet de leur utilisation accrue pour l'alimentation humaine (+148 Mt) et animale (+130 Mt). Les pays asiatiques représenteront près de la moitié de cette projection d'augmentation de la demande. Pendant la prochaine décennie, la hausse de la consommation mondiale de céréales destinées à l'alimentation animale devrait être due au premier chef au maïs (1.3 % par an), suivi par le blé (0.9 % par an) et les autres céréales secondaires (0.6 % par an). La consommation de céréales destinées à l'alimentation humaine devrait croître à un rythme plus lent que celui des dix dernières années.

En 2032, la consommation de blé devrait croître de 11 % par rapport à la période de référence. Quatre pays représentent les deux cinquièmes de cette hausse : l'Inde, le Pakistan, l'Égypte et la Chine. L'utilisation mondiale de blé pour l'alimentation humaine devrait croître de 57 Mt, mais se maintenir aux alentours de 66 % de la consommation totale.

La hausse sera plus faible que lors de la précédente décennie du fait du ralentissement du taux de croissance de la population mondiale. À l'échelle mondiale, la hausse prévue de la consommation humaine de blé devrait être trois fois supérieure à celle du blé destiné à l'alimentation animale, en particulier en Asie où la demande de produits alimentaires transformés tels que les pâtisseries et les nouilles est en progression. Ces produits nécessitent du blé de qualité supérieure riche en protéines, qui est produit aux États-Unis, au Canada, en Australie et, dans une moindre mesure, dans l'Union européenne. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, des pays tels que l'Égypte, la Turquie et la République islamique d'Iran resteront d'importants consommateurs de blé, avec des niveaux élevés de consommation par habitant. La production mondiale d'éthanol à base de blé devrait se redresser, étant donné que les hausses de production en Inde compenseront les baisses de production d'autres pays. La consommation mondiale de maïs devrait augmenter de 1.2 % par an, soit à un rythme bien plus lent que celui de 2.3 % par an de la décennie précédente.

A suivre

IRAK

Washington exhortée à débloquer les fonds irakiens destinés à l'Iran

Alors que les températures grimpent en Irak et atteignent les 50 degrés dans le sud et la capitale, les délestages électriques se multiplient. Derrière ces coupures d'électricité se cache un blocage des échanges commerciaux avec l'Iran. L'Irak ne peut payer ses importations à l'Iran sans l'aval américain. La coalition chiite, majoritaire au Parlement irakien, exhorte Washington à débloquer les fonds irakiens destinés à l'Iran.

La coalition chiite, proche de l'Iran et majoritaire au Parlement irakien, interpelle le gouvernement pour qu'il s'adresse aux États-Unis :

« Washington doit permettre les transferts d'argent vers l'Iran ». Pour faire fonctionner les centrales électriques en Irak, il faut du gaz. Or, un tiers des ressources nécessaires provient d'importations de gaz iranien.

Si Bagdad ne paie pas, Téhéran coupe les canaux d'approvisionnement, entraînant de nombreuses coupures d'électricité. Mais Bagdad ne peut pas payer sans obtenir de dérogation de la part des États-Unis, car l'Iran reste soumis aux sanctions internationales.

Fin juin, les autorités irakiennes annonçaient que la dette de onze milliards de dollars due à l'Iran pour les importations d'énergie allait être soldée. Mais depuis, les fonds sont en grande partie bloqués sur un compte de la Trade Bank of Iraq. Moins de trois milliards de dollars ont fait l'objet d'une dérogation de Washington, chaque paiement devant être autorisé par les États-Unis.

Les autorités irakiennes redoutent des mouvements de colère, si les coupures d'électricité se poursuivaient.

MAURITANIE

Le billet de banque de 50 ouguiyas est disponible en trois substrats

La Banque Centrale de Mauritanie a publié, jeudi, un communiqué dans lequel il fournit des informations sur le billet de banque de 50 ouguiyas qu'elle a émis récemment.

La Banque Centrale de Mauritanie tient à informer tous les citoyens que le billet de banque de 50 ouguiyas récemment émis est disponible en trois substrats.

Ceci fait partie d'un test visant à déterminer le substrat le plus résistant et adapté au climat du pays, ainsi qu'aux habitudes des utilisateurs de monnaie.

La première série commence par la lettre A hybride. Elle se compose d'une couche de polymère couverte par deux feuilles de coton et comporte un fil de sécurité dont seule une partie est visible.

La deuxième série commence par la lettre B constituée d'un billet en coton soutenu qui présente deux formes (un billet comme les autres et un billet avec un "Spark" 50 granulé avec une légère distinction au niveau du fil de sécurité).

Quant à la série commençant par la lettre C, elle est constituée d'un billet hybride : en coton couvert des deux côtés par du polymère.

Toutes ces variantes, produites selon les dernières technologies, présentent des caractéristiques distinctes en termes de durabilité et sont dotées de dispositifs de sécurité de haute qualité tels que l'image en filigrane, le fil de sécurité intégré ou visible, la taille douce etc. Leur contrefaçon est donc difficile.

AVEC UNE NOUVELLE PLATE-FORME

L'Arabie saoudite leader de la cybersécurité mondiale

L'Arabie saoudite a été la cible de 7 millions de cyberattaques au cours des deux premiers mois de 2021. «Lorsqu'il y a des tensions politiques dans la région, les cyberattaques augmentent immédiatement», affirme l'expert saoudien en cybersécurité Abdallah al-Goumajan à Arab News. «En outre, l'utilisation des cyberarmes a augmenté, les attaques étant conscientes de l'importance de ces attaques et continuant à faire montre de leur pouvoir et des dommages qu'ils causent. En conséquence, les investissements pour contrer les cyberattaques augmentent.

Le développement d'instituts de recherche dans la cybersécurité prouve non seulement l'engagement du Royaume, tant sur le plan national qu'international, à réduire la fréquence de ces attaques, mais également l'importance de la cybersécurité en tant que bien pour la société. «L'Institut GCF est une plateforme mondiale qui cherche à renforcer la résistance de la société grâce à des priorités communes, un dialogue ciblé et des initiatives ayant un effet décisif», indique un porte-parole de l'institut à Arab News.

«Il servira d'espace où les parties prenantes concernées à l'échelle mondiale collaboreront et agiront au profit de toutes les sociétés et nations. En exploitant la puissance intellectuelle et en étant le fer de lance de la collaboration multilatérale, l'institut vise à contribuer à un cyberspace plus résistant et plus sûr pour tous», soutient-il.

L'institut vise à s'attaquer aux problèmes de cybersécurité les plus difficiles auxquels sont confrontés les gouvernements, les entreprises et les particuliers. Il entend servir de «catalyseur pour l'échange d'idées, en faisant prévaloir le leadership, et en développant la recherche pour façonner les solutions et l'action politiques», selon son communiqué d'ouverture.

L'institut prévoit également de promouvoir les projets internationaux, la pollinisation interculturelle et mondiale d'idées sur les initiatives clés nouvelles et existantes concernant le cyberspace.

Selon le communiqué, l'institut «servira de plate-forme pour faire progresser la stabilité, la sécurité et la prospérité du cyberspace en catalysant le changement socio-économique, en repoussant les frontières de la connaissance, et en unissant leurs défenseurs au niveau mondial. Son objectif est de lancer des initiatives mondiales pionnières qui maximiseront les avantages du cyberspace et renforceront la résistance par le dialogue, l'investissement, la recherche et l'innovation».

Les experts affirment que cette initiative montre que le Royaume est déterminé à devenir un leader mondial de la cybersécurité. Le pays est actuellement classé au deuxième rang mondial dans l'indice de cybersécurité du World Competitiveness Yearbook pour 2022 publié par l'International Insti-

tute for Management Development, basé en Suisse, qui est considéré comme l'un des indices les plus exhaustifs au monde.

L'Autorité nationale de la cybersécurité et des organismes comme la Fédération saoudienne pour la cybersécurité, la programmation et les drones, et le ministère des Communications et des Technologies de l'information ont joué un rôle déterminant dans l'essor du Royaume dans le domaine de la cybersécurité, en faisant progresser les lois, les contrôles et le développement des compétences.

Moataz Benali, vice-président régional et directeur général de Trend Micro dans les régions de la Méditerranée, du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Afrique, affirme à Arab News que «le leadership saoudien en matière de cybersécurité mondiale découle d'une stratégie globale, équilibrant la réglementation, le développement des compétences, l'innovation technologique, et la collaboration internationale. Le décret du roi Salmane portant sur la création de l'institut du GCF souligne cet engagement, visant à élever les mesures de cybersécurité à l'échelle mondiale».

Trend Micro est le premier géant mondial de la cybersécurité à établir son siège social au Moyen-Orient et son lac de données cloud local en Arabie saoudite. C'est un leader mondial en solutions de cybersécurité, qui vise à sécuriser l'échange d'informations numériques pour les entreprises et les consommateurs.

«L'institut est conçu pour compléter ces efforts, en favorisant la coopération internationale et la croissance socio-économique en matière de cybersécurité. Avec un conseil d'administration international et un conseil consultatif d'experts mondiaux, l'institut facilitera l'échange de connaissances et les opportunités de collaboration», poursuit M. Benali.

Il explique que selon le rapport annuel sur la cybersécurité de Trend Micro pour 2022, un total de 110 millions de menaces ont été détectées et bloquées dans le Royaume par ses solutions de cybersécurité.

L'Arabie saoudite est en tête en matière de cybersécurité dans le monde arabe. Le pays ayant été une cible de choix pour les cyberattaques, Benali assure que le Royaume a «transformé l'adver-

sité en force, en devenant le plus grand marché de la cybersécurité du Moyen-Orient».

Il indique que l'attitude dynamique du pays en matière de cybersécurité est le reflet de la reconnaissance «de son importance mondiale ainsi que d'une vision qui dépasse les frontières nationales, apportant une contribution substantielle à l'écosystème international de la cybersécurité».

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre ces dernières années pour renforcer la sensibilisation à la cybersécurité auprès de la population du pays et de ses entreprises, allant de campagnes de sensibilisation à la cybersécurité à des initiatives de formation aux concours visant à stimuler l'intérêt des étudiants pour la cybersécurité.

Cette année, le gouvernement saoudien a renforcé son adhésion aux réglementations en matière de cybersécurité, et a également été le témoin d'une augmentation de l'émergence de start-up de cybersécurité et d'une croissance des opportunités d'emploi dans le domaine de la cybersécurité.

Moataz Benali assure également que les transformations sociales dans le cadre de la Vision 2030 ont contribué aux progrès de la cybersécurité dans le pays.

L'effort concerté pour renforcer la participation des femmes au travail a entraîné une augmentation du nombre de femmes saoudiennes à des postes techniques et de direction dans le domaine de la cybersécurité.

Cette avancée est évidente puisque les femmes représentent actuellement 45 % de la main-d'œuvre du pays dans le domaine de la cybersécurité, selon la Fédération saoudienne pour la cybersécurité, la programmation et les drones.

Le Plan national 2023 d'évaluations de cybersécurité exhaustives de l'Autorité nationale de cybersécurité indique qu'il prévoit de réaliser des évaluations approfondies de la cybersécurité pour les entités nationales, en mettant l'accent sur les audits de conformité et les examens techniques des systèmes critiques.

L'objectif du plan est d'identifier et de gérer de manière proactive les risques cybernétiques au niveau national, tout en veillant à la conformité aux normes et aux contrôles établis par l'autorité.

L'initiative Haseen lancée par l'autorité en 2022 est également fondamentale. Elle représente une approche globale de la cy-

bersécurité et vise à favoriser la sécurité collective en facilitant le partage d'informations sur les cybermenaces et les incidents entre les organismes nationaux.

La plate-forme facilite également la gestion de la conformité, en alignant les organismes sur les réglementations telles que le cadre national de cybersécurité et le règlement général sur la protection des données. Elle freine l'hameçonnage et les fraudes par e-mail grâce à son solide service d'authentification par courrier électronique, renforçant ainsi la résilience nationale face aux cybermenaces.

Parmi les autres mesures prises par le gouvernement saoudien figurent la gouvernance intégrée de la cybersécurité, une gestion efficace des cyberrisques, la protection du cyberspace et le renforcement de la sécurité des infrastructures essentielles et des systèmes d'information, le renforcement des capacités nationales de défense contre les cybermenaces, le renforcement des partenariats pour la sécurité concertée, ainsi que le développement des capacités nationales visant à renforcer l'écosystème de la cybersécurité dans le Royaume.

Les principales initiatives lancées comprennent la création du Centre national de cybersécurité afin de sensibiliser aux efforts de cybersécurité, l'adoption de la loi sur la cybersécurité pour fournir un cadre juridique à la cybersécurité, l'élaboration d'un programme national de sensibilisation à la cybersécurité visant à informer davantage les citoyens et les résidents, et la création de l'Académie nationale de la cybersécurité pour former et perfectionner les effectifs du Royaume en matière de cybersécurité.

Enfin, comme le rappellent de telles initiatives, une solide cybersécurité améliore la qualité de vie, ainsi que l'innovation économique et numérique. «La cybersécurité joue un rôle prépondérant dans l'amélioration de la qualité de vie, en particulier dans notre monde numérique», affirme Benali. «Elle protège notre existence en ligne et les services numériques sur lesquels nous comptons quotidiennement: services bancaires en ligne, commerce électronique, soins de santé, éducation ou encore les réseaux sociaux.»

FACE AUX TEMPÉRATURES EXTRÊMES EN TUNISIE

L'agrivoltaïsme, allié des agriculteurs

Parmi les solutions plausibles qui peuvent tempérer les effets néfastes des températures caniculaires sur l'activité agricole, figure l'agrivoltaïsme. Il s'agit d'un concept qui commence à faire florès dans plusieurs pays. Il consiste à réunir production d'électricité photovoltaïque et activité agricole, que ce soit l'élevage d'animaux ou la culture de végétaux.

En ces temps de températures extrêmes, la vigilance est de mise. Quand le mercure s'élève, nul n'est épargné : homme, faune et flore sont tous menacés par la déshydratation. Les risques d'incendie de forêt, de perte de cheptel et d'assèchement des végétaux s'accroissent. Même les arbres les plus résilients, tels que l'olivier, subissent un vrai stress hydrique pouvant conduire à leur mort. Les canicules peuvent, donc, être un désastre écologique, agricole et sanitaire si elles perdurent longtemps.

C'est pourquoi, lorsque les fortes chaleurs s'abattent, les agriculteurs doivent faire attention à leurs exploitations agricoles et veiller au grain tout d'abord,

pour prévenir le déclenchement des incendies sur leurs fermes mais aussi pour s'assurer du bien-être des animaux d'élevage qui supportent mal la chaleur. La mauvaise nouvelle, c'est que ces canicules deviennent de plus en plus récurrentes, bien entendu, sous l'effet du changement climatique.

Et l'on doit apprendre à vivre avec cette nouvelle réalité, puisque le monde a clairement échoué à contenir le réchauffement climatique, du moins c'est ce que soulignent les divers rapports sur le climat qui confirment que la lutte contre le changement climatique n'est pas sur la bonne voie.

Parmi les solutions plausibles qui peuvent tempérer les effets néfastes des températures caniculaires sur l'activité agricole, figure l'agrivoltaïsme. Il s'agit d'un concept qui commence à faire florès dans plusieurs pays, tels que la Chine, l'Inde, les États-Unis, le Canada et d'autres pays européens. Il consiste à réunir production d'électricité photovoltaïque et activité agricole, que ce soit élevage d'animaux ou culture de végétaux.

ZAMBIE /MINE DE CUIVRE LUMWANA

Plus de 2,3 milliards \$ à l'économie depuis 2019

Le secteur minier est un des piliers de l'économie zambienne. Deuxième producteur africain de cuivre, le pays héberge quelques mines qui font partie des plus grandes du continent. L'une d'entre elles est la mine Lumwana, opérée par le canadien Barrick.

Depuis 2019, la mine de cuivre de Lumwana a rapporté plus de 2,3 milliards de dollars à l'économie zambienne « sous la forme d'impôts, de redevances, de salaires et d'achats auprès de fournisseurs locaux ». C'est ce qu'a déclaré Mark Bristow, PDG de Barrick, le propriétaire de l'actif, précisant que pour l'année 2022, la compagnie a dépensé 432 millions de dollars, soit 83 % de ses achats totaux auprès de « fournisseurs et entrepreneurs zambiens ». S'il n'a pas donné plus de détails concernant cette contribution à

l'économie, les chiffres avancés peuvent s'expliquer par les niveaux élevés atteints par le prix du cuivre sur la période et par le fait que Lumwana est l'une des plus grandes mines de cuivre de la Zambie. Surtout, cette sortie est en ligne avec le revirement de situation observé depuis quelques mois pour la mine, dont l'avenir était encore incertain il y a quelques années. Comme l'expliquait l'Agence Ecofin dans un dossier publié en août dernier, alors que des sources évoquaient une potentielle vente de l'actif par Barrick face aux réformes fiscales en Zambie, une solution a finale-

ment été trouvée entre les dirigeants de la compagnie et le régime venu au pouvoir en 2021. Barrick semble désormais envisager un avenir plus durable en Zambie, et les dernières déclarations de son PDG tendent à le confirmer. Mark Bristow a ainsi réaffirmé la volonté de l'entreprise de transformer la mine à ciel ouvert en un actif de premier plan. Elle accélère d'ailleurs, apprend-on, ses plans pour étendre la durée de vie de Lumwana au-delà de 2060. Des possibilités d'extension sont en train d'être examinées, ainsi que des campagnes de forage au gisement à haute teneur

de Kababisa. La société mène également une étude de pré-faisabilité pour transformer son profil de production de cuivre. Alors que la production de cuivre zambienne a baissé de 4 % à 800 696 tonnes en glissement annuel en 2021, la mine Lumwana aura encore une fois (avec d'autres actifs comme Kansanshi ou encore Konkola) un grand rôle à jouer si le pays veut redresser la barre. La mine produit actuellement environ 267 000 tonnes de cuivre par an.

POUR LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Programme des ponts arabo-africains mobilisera 1,5 milliard \$

L'enveloppe vise notamment à répondre aux besoins immédiats des pays membres en matière de sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur la garantie des ressources nécessaires à un approvisionnement constant et fiable en produits alimentaires essentiels.

Le Comité exécutif du Programme des ponts commerciaux arabo-africains (Arab-Africa Trade Bridges Program/AATB), un programme interrégional multi-donateurs, a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 6 juillet, qu'il allait mobiliser 1,5 milliard de dollars pour lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique et dans le monde arabe.

« L'objectif principal du programme à court terme est de répondre aux besoins immédiats des pays membres en matière de sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur la garantie des ressources nécessaires à un approvisionnement constant et fiable en produits alimentaires essentiels », a-t-on précisé de même source.

L'AATB, qui vise à soutenir les flux commerciaux et les investissements entre les pays arabes et africains, a également précisé que son initiative dédiée à la lutte contre l'insécurité alimentaire s'articule autour de quatre piliers, que sont le commerce, l'invest-

tissement, l'assurance et les infrastructures.

« En attirant les investissements, en modernisant les infrastructures, en optimisant les chaînes de valeur et en encourageant la coopération, le programme vise à mettre en place des systèmes alimentaires résilients et durables, qui garantissent la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable d'aliments nutritifs pour tous », a souligné le comité exécutif de l'AATB, indiquant que son initiative comprend également un volet portant sur le développement des capacités et l'assistance technique.

L'AATB est soutenu par la Banque africaine d'import-export, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Banque islamique de développement, la Société islamique internationale de financement du commerce, la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation, la Société islamique pour le développement du secteur privé et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

une crise majeure depuis plusieurs années, du fait d'un déficit structurel d'infrastructures électriques. Moins de 20 % de la population a accès à l'électricité dans un pays en outre, fortement dépendant des importations en provenance du Nigéria (77 %).

PLUS TÔT QUE PRÉVU

L'Afrique du Sud pourrait mettre fin aux coupures d'électricité

Après avoir chuté à 48,6 % en décembre 2022, le facteur de disponibilité de l'énergie dans le pays le plus industrialisé du continent vient d'atteindre près de 70 %, grâce à une meilleure maintenance des centrales électriques vieillissantes.

Les coupures d'électricité en Afrique du Sud pourraient prendre fin plus tôt que prévu grâce à une meilleure maintenance des centrales électriques, a annoncé le ministre de l'Électricité, Kgosiso Ramokgopa (photo), dimanche 9 juillet.

« Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai dit que nous résoudrions le problème des délestages, et je pense que nous le ferons beaucoup plus rapidement que prévu », a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Pretoria.

« L'amélioration de la capacité de production signifie qu'il y a maintenant plus de possibilités d'entreprendre une maintenance planifiée des centrales électriques

», a ajouté le ministre qui a pris ses fonctions début mars 2023.

En décembre 2022, le facteur de disponibilité de l'énergie (energy availability factor/EAF) avait chuté à un niveau historiquement bas de 48,6 %, en raison de pannes fréquentes dans les centrales de la compagnie d'électricité publique Eskom. Ce facteur a cependant remonté progressivement la pente pour atteindre près de 70 % actuellement, selon un communiqué publié par le gouvernement jeudi 6 juillet.

L'Afrique du Sud est en proie à une grave crise énergétique depuis 2008, en raison de l'incapacité d'Eskom à répondre à la demande, avec ses centrales à charbon vieillissantes et de nouvelles capacités de production inadéquates. Cette crise s'est aggravée l'année dernière, avec des délestages programmés qui duraient parfois jusqu'à 12 heures par jour.

Le Fonds monétaire international (FMI) a

abaissé, en mars, ses prévisions de croissance économique pour l'Afrique du Sud en 2023 à 0,1 %, contre une précédente estimation de 1,2 %, en raison notamment de l'aggravation de la crise de l'électricité. Fin janvier dernier, la Banque centrale sud-africaine avait aussi révisé ses prévisions de croissance pour 2023 à la baisse, les ramenant à 0,3 %, contre une précédente estimation de 1,1 % pour les mêmes motifs.

Les coupures d'électricité ont réduit la taille potentielle de l'économie sud-africaine d'environ 20 % depuis que la compagnie Eskom a commencé à procéder à des délestages par roulement en 2008 pour éviter un effondrement du réseau, selon des estimations publiées en mars dernier par la Public Investment Corporation (PIC), le plus grand gestionnaire de fonds du pays.

ZIMBABWE

L'industrie horticole veut investir 140 millions \$ dans la culture de myrtilles

Au Zimbabwe, l'exécutif s'emploie depuis peu à relancer la production horticole. À côté des principales filières d'exportations, dont la noix de macadamia, les agrumes, les légumes et les fleurs coupées, les filières émergentes comme la myrtille suscitent aussi l'intérêt des opérateurs.

Au Zimbabwe, le Conseil de développement de l'horticulture (HDC) sollicite l'appui de l'Agence de développement des investissements du Zimbabwe (ZIDA) pour la mise en œuvre d'un plan

de développement visant à cultiver 4000 hectares supplémentaires de myrtilles. Selon les informations relayées par le quotidien local Newswire, ce nouveau programme dont le coût total est évalué à 140 millions \$ devrait permettre à la filière zimbabwéenne d'accroître davantage sa production de fruit.

Dans le cadre de cette ambition, la ZIDA mettra à contribution son expertise dans l'identification et l'acquisition de terres, la création de zones économiques spéciales pour l'horticulture

d'exportation ou encore la création de parcs horticoles d'exportation spécialisés pour aider à la réalisation du projet. Pour l'heure, la culture de myrtille n'occupe que 643 hectares. Dans le pays, les autorités tablent sur une hausse de 69 % de la récolte à 5787 tonnes pour le compte de l'actuelle campagne de 2022/2023 selon les données officielles. Avec ces prévisions, la filière afficherait la plus grande croissance de production du sous-secteur horticole devant la noix de pécan (43 %) et la pomme (29 %).

TOGO

Une renaissance de la production cotonnière est-elle possible face à l'attrait du soja ?

Malgré les ambitions initiales, la production cotonnière du Togo a enregistré une baisse alarmante de plus de 66 % entre 2019 et 2023. Face à la popularité croissante du soja et d'autres cultures, l'avenir de l'or blanc togolais reste incertain. La baisse de la production cotonnière au Togo n'est pas un phénomène récent, mais elle a pris une ampleur sans précédent ces dernières années. Entre 2019 et 2023, la production a chuté de plus de 66 %, passant de 137 266 tonnes à seulement 46 549 tonnes.

Cette tendance à la baisse est d'autant plus surprenante que la reprise de la filière cotonnière par le géant de l'agro-industrie, Olam, en 2020, s'accompagnait d'ambitions grandioses. Avec un objectif de doubler la production, en misant sur des investissements ciblés, l'objectif du PNIASAN d'atteindre les 200 000 tonnes en 2022 a rapidement été douché.

En effet, même si la production était en déclin avant l'arrivée d'Olam, la tendance baissière s'est accentuée sous son égide. Ainsi, l'or blanc togolais a du mal à retrouver son lustre d'antan, alors qu'il continue de représenter la première culture d'exportation du Togo en termes de revenu.

Concurrencé par le soja

Face à la fibre, une spéculation se distingue dans ce paysage en pleine mutation, et pourrait expliquer la baisse de régime de la filière cotonnière : le soja. Ce produit qui nécessite moins d'efforts culturels et se révèle plus rentable pour les agriculteurs, a détourné un nombre croissant d'entre eux de la culture du coton. En profitant de la structuration du secteur, facilitée par les financements des agrégateurs privés au cours des dernières années, notamment via le Programme d'appui aux initiatives économiques des jeunes (PAIEJ-SP), soutenu notamment par la BAD et les institutions financières locales, le soja s'est frayé son chemin. Il occupe désormais une place de choix, d'autant que les premières usines de transformation poussent de terre.

Et même si les centres textiles de la PIA produisent aussi déjà leurs premiers « body », les entreprises textiles mettent encore du temps à s'installer. Aussi, durant toute la campagne, le Mifa, devenu bras opérationnel de la PIA sur le terrain, pour le volet approvisionnement, n'a cessé d'orienter ses actions vers la filière soja.

De plus, l'enjeu sécuritaire vient accentuer les difficultés de la filière coton. En effet, la menace terroriste qui pèse de plus en plus lourd dans le nord du pays, met en péril la production cotonnière dans certains endroits où les agriculteurs se retrouvent fréquemment dans l'incapacité d'exploiter leurs terres, par crainte des attaques, ce qui contribue à la baisse de la production, comme le montrent les chiffres.

Les chiffres récents montrent également que la productivité prend un coup. En 2022, la superficie exploitée a légèrement diminué, passant de 68 708 hectares à 66 017 hectares, et le rendement a également chuté, de 765 kg/ha à 705 kg/ha.

Des projections optimistes, mais incertaines

La Fédération nationale des groupements de producteurs de coton du Togo (FNGPC) prévoit une production d'au moins 93 500 tonnes pour la campagne 2023-2024. Une prévision optimiste qui soulève néanmoins des interrogations, car la FNGPC n'a plus atteint ses objectifs depuis plusieurs années. Alors que les performances restent mitigées, des interrogations reviennent : la réhabilitation de la filière cotonnière est-elle possible ?

ROYAUME-UNI

Le taux de chômage remonte à 4% à fin mai

Le taux de chômage est légèrement reparti à la hausse au Royaume-Uni à 4% sur fin mai, tandis que les salaires ont progressé à un rythme record, dans un contexte d'inflation élevée, a indiqué mardi l'Office national des statistiques (ONS). Sur la période de trois mois s'achevant en mai, le taux de chômage a ainsi progressé de 0,2 point par rapport à la période précédente et c'est la première fois qu'il atteint la barre des 4% depuis le début de l'année 2022, prenant par surprise les analystes qui s'attendaient à ce qu'il reste stable. Ces derniers mois, le taux oscillait entre 3,7% et 3,9% à des niveaux historiquement bas.

Cette progression s'explique principalement par l'augmentation du nombre de personnes sans emploi depuis plus d'un an, a précisé l'ONS. Malgré ce rebond, le ministre des Finances Jeremy Hunt a estimé que le «marché du travail est solide avec un taux de chômage historiquement bas». L'ONS indique aussi que les salaires (hors bonus) ont progressé au même rythme record de 7,3% sur un an, comme lors des trois mois achevés fin avril. L'inflation a atteint des niveaux inédits depuis des décennies au Royaume-Uni fin 2022, et si elle a un peu reflué ces derniers mois elle était en-

core de 8,7% en mai, soit la plus élevée des pays du G7. Dans ce contexte et malgré les appels à la modération du gouvernement, de nombreuses entreprises privées comme publiques ont dû augmenter les salaires de leurs employés sur fonds de marché du travail tendu. Entre avril et juin, le nombre de postes à pourvoir a ainsi continué de reculer pour le 12e mois consécutif. «Nous continuons d'avoir autour d'un million de postes à pourvoir, ce qui pousse encore un peu plus l'inflation vers le haut», a estimé Jeremy Hunt. «À cause de la forte inflation, le niveau réel du salaire hebdomadaire continue de baisser, même si c'est à son rythme le plus lent

depuis la fin de 2021», a toutefois souligné Darren Morgan, directeur des statistiques économiques à l'ONS. Lundi soir, lors d'un discours devant le monde des affaires, Jeremy Hunt avait affirmé qu'il ne pouvait pas y avoir de croissance durable sans éliminer l'inflation qui décourage l'investissement et érode la confiance des consommateurs». La priorité des autorités britanniques est de la ramener autour de 2%, avec notamment des hausses de taux de la Banque d'Angleterre qui font peser des risques de récession sur l'économie.

La Norvège pourrait avoir découvert le plus grand gisement de gaz depuis dix ans

La compagnie pétrolière norvégienne DNO a annoncé lundi avoir découvert du gaz naturel dans les eaux norvégiennes de la mer du Nord, susceptible selon elle d'être la plus importante découverte dans le pays depuis dix ans. Le gisement de gaz et de condensat trouvé sur le prospect dit Carmen recèlerait entre 120 et 230 millions de barils équivalent-pétrole (Mbep), a indiqué DNO dans un communiqué. Si le point médian de cette fourchette (175 Mbep) devait être atteint, cela en ferait la plus

grosse découverte sur le plateau continental norvégien depuis 2013, a-t-il précisé. «La Norvège est un cadeau perpétuel», a commenté le PDG du groupe, Bijan Mossavar-Rahmani. Carmen reste d'une taille limitée par rapport à d'autres gisements norvégiens comme les mastodontes Statfjord, Ekofisk, Johan Sverdrup ou encore Troll dont les réserves dépassent pour certains d'entre eux 3 milliards de barils équivalent-pétrole. Sa proximité avec d'autres gisements déjà découverts ou mis en exploitation devrait toutefois fa-

ciliter son développement. Outre DNO qui détient une part de 30%, les partenaires du projet sont les norvégiens Wellesley Petroleum (50%), Equinor et Aker BP (10% chacun). Malgré l'urgence climatique, la Norvège, devenue l'an dernier le plus gros fournisseur de gaz de l'Europe dans le sillage de la guerre en Ukraine, peine à rompre sa dépendance aux hydrocarbures qui ont fait sa fortune. Envolée des prix et hausse de la production ont contribué à remplir les caisses de l'État norvégien en 2022.

Le mois dernier, Oslo a, au grand dam des défenseurs de l'environnement, donné son aval à 19 projets pétroliers et gaziers (mise en exploitation ou extension de gisements, investissements visant à augmenter le taux de récupération des hydrocarbures...) d'une valeur totale supérieure à 17 milliards d'euros. La mer du Nord ayant été déjà largement exploitée, les découvertes importantes y sont devenues plus rares ces dernières années.

INFLATION

Vers une baisse "assez sensible en 2024", assure la Banque de France

"Dans notre prévision actuelle, l'inflation en moyenne l'an prochain devrait déjà être descendue à 2,5", a indiqué François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, au micro de France Info ce mardi 11 juillet. Selon un chiffre provisoire de l'Institut national de la statistique (Insee), l'inflation a atteint 4,5% sur un an en juin. Et selon François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, "c'est trop", a-t-il estimé au micro de France Info ce mardi 11 juillet. Il a néanmoins assuré que "la baisse a commencé, et elle devrait être assez sensible en 2024. Dans notre prévision actuelle, l'inflation en moyenne l'an prochain devrait déjà être descendue à 2,5", a poursuivi François Villeroy de Galhau. "Il ne faut pas que la maladie s'installe, et le remède, c'est la responsabilité de la banque centrale européenne et de la banque de France", a continué le gouverneur de la Banque de France. Dimanche, lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, il a indiqué qu'en France "nous avons passé le pic d'inflation (...) et nous allons bientôt atteindre le point haut sur les taux d'intérêt en zone euro". "Il ne s'agira pas d'un pic, mais plutôt d'un haut plateau sur lequel nous devons rester suffisamment longtemps pour assurer la pleine transmission de tous les effets de la politique monétaire", a-t-il précisé. Pour tenter d'endiguer l'inflation, la banque centrale s'est lancée depuis un an dans un resserrement monétaire d'une ampleur inédite. Elle a relevé ses taux directeurs de 4 points de pourcentage sur les onze derniers mois, et porté son taux de référence sur les dépôts à 3,5%. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a prévenu que la hausse des taux se poursuivrait en juillet.

ITALIE

La production industrielle repart à la hausse en mai (+1,6%)

La production industrielle en Italie est repartie à la hausse en mai après quatre mois consécutifs de baisse, progressant de 1,6% par rapport à avril, a indiqué mardi l'Institut national des statistiques (Istat). Sur la période mars-mai, la production industrielle a cependant diminué en moyenne de 1,8% par rapport au trimestre précédent. Elle avait reculé de 2% en avril, de 0,7% en mars, de 0,1% en février et de 0,7% en janvier. Les principaux secteurs industriels ont connu une hausse en mai sur un mois, dont les biens d'investissement (+1,4%), les biens intermédiaires (+1,2%), les biens de consommation (+1,1%) et, dans une moindre mesure, le secteur de l'énergie (+0,1%). Comparé à mai 2022, la production industrielle a diminué de 3,7%, en données corrigées des effets de calendrier. La production industrielle en Italie n'avait progressé que de 0,5% en 2022, dans un contexte de crise de l'énergie et de guerre en Ukraine. Quant à la croissance économique, l'Italie a vu son PIB augmenter de 0,6% au premier trimestre par rapport au précédent, signant ainsi une hausse supérieure à la moyenne de la zone euro. La Banque d'Italie a revu à la mi-juin à la hausse sa prévision de croissance économique pour cette année, tablant

ALLEMAGNE

Hausse de l'inflation confirmée en juin, à 6,4% sur un an

Les prix de l'énergie ont connu une hausse annuelle de 3%, après 2,6% en mai. Marco / stock.adobe.com

L'inflation en Allemagne est repartie à la hausse en juin, à 6,4% sur un an, compliquant la tâche de la Banque centrale européenne (BCE) dans sa lutte contre les prix élevés en zone euro, ont confirmé les chiffres définitifs publiés mardi. L'indicateur augmente de 0,3 point de pourcentage par rapport au mois de mai et affiche une première hausse depuis le pic d'octobre dernier à 8,8%, selon l'Office statistique Destatis. Sur un mois, les prix augmentent de 0,3%.

«Le taux d'inflation s'est donc à nouveau quelque peu renforcé, après avoir ralenti pendant trois mois consécutifs», explique Ruth Brand, présidente de Destatis. L'indicateur en juin met en avant plusieurs effets de base.

Les prix dans les services ont connu une poussée à 5,3% sur un an, du fait de l'introduction en juin 2022 par le gouvernement allemand d'un billet de transport à 9 euros par mois dans tout le pays pendant les trois mois estivaux, explique Destatis. Or cette mesure ne s'applique pas cette année. Les prix de l'énergie ont par

ailleurs connu une hausse annuelle de 3%, après 2,6% en mai, en raison d'une baisse de la taxe sur le carburant en juin 2022 qui ne se retrouve pas cette année. Mais en tendance les prix de l'énergie sont en baisse après leur flambée en 2022, dans le sillage de l'invasion russe en Ukraine.

De son côté, l'inflation alimentaire continue de reculer, même si elle reste à des niveaux élevés, à 13,7% en juin. «Les denrées alimentaires restent le principal moteur de l'augmentation des prix», insiste Mme Brand. Presque tous les groupes d'aliments étaient encore plus chers qu'un an plus tôt, notamment les produits laitiers (+22,53%). Seules les graisses et huiles comestibles étaient 12,1% moins chères qu'un an plus tôt.

Servant de référence pour la Banque centrale européenne (BCE), l'indice des prix harmonisé est également reparti à la hausse à 6,8% en juin, sur un an. En Europe, l'inflation globale est tombée à 5,5% en juin sur un an, après 6,1% en mai, mais elle reste préoccupante pour la BCE qui devrait poursuivre ses hausses de taux d'intérêt et continuer de freiner l'économie.

Wall Street en hausse avant données sur l'inflation et résultats

La Bourse de New York a fini en légère hausse lundi, rebondissant après les pertes de la semaine dernière, dans un climat de prudence alors que les investisseurs étaient tournés vers la publication cette semaine des prix à la consommation aux Etats-Unis et du lancement de la saison des résultats.

L'indice Dow Jones a gagné 0,62%, ou 209,52 points, à 33.944,40 points. Le S&P-500, plus large, a pris 10,58 points, soit 0,24%, à 4.409,53 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 24,77 points (0,18%) à 13.685,48 points.

Les investisseurs attendent de savoir si le rapport mensuel sur les prix à la consommation aux Etats-Unis, attendu mercredi, va montrer une nouvelle décélération de la hausse des prix.

Ces données pourraient servir d'indication sur la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed), qui se réunira à la fin du mois. De nombreux traders s'attendent à ce que la banque centrale américaine procède à une hausse des taux de 25 points de base, après avoir marqué une pause en juin.

Plusieurs responsables de la Réserve fédérale ont prévu de s'exprimer cette semaine, des commentaires qui seront scrutés par les investisseurs. La présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly, a déclaré lundi que deux hausses supplémentaires des taux seraient vraisemblablement nécessaires pour contrer l'inflation, mais que ce cycle de resserrement monétaire touchait à sa fin.

"Le marché est évidemment prêt pour le début de la saison des résultats" du deuxième trimestre mais les investisseurs sont aussi très focalisés sur les prix à la consommation et sur l'horizon pour les taux, a commenté Quincy Krosby, directeur de la stratégie de LPL Financial, à Charlotte en Caroline du Nord. Alors que plusieurs grandes banques américaines donneront cette semaine le coup d'envoi officieux de la saison des résultats, les analystes s'attendent à une baisse de 6,4% des résultats des entreprises du S&P-500 en rythme annuel, selon des données IBES de Refinitiv.

Côté valeurs, parmi les mouvements à noter, les fabricants de semi-conducteurs Intel et Qualcomm ont fini en hausse après que la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a déclaré au cours du week-end que sa visite à Pékin a donné lieu à des réunions "directes" et "productives" avec de hauts représentants chinois.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales en hausse attendent des confirmations sur l'inflation

Les places boursières montent mardi, même si l'humeur reste à la prudence avant les principaux rendez-vous de la semaine, l'inflation aux Etats-Unis et le coup d'envoi des résultats d'entreprises. En Europe, Paris gagnait 0,66%, Francfort 0,44%, Milan +0,32% tandis que Londres était stable vers 07H15 GMT.

En Asie, les Bourses chinoises étaient rassurées par l'annonce de la prolongation de mesures de soutien au secteur immobilier en Chine: Hong Kong prenait 1,26% dans les derniers échanges, et Shanghai 0,53%. «Ces politiques sont destinées à se prémunir contre les vents contraires qui soufflent sur le marché» immobilier qui croule sous des dettes colossales, a expliqué Zhou Hao, de Guotai Junan International Holdings. Au Japon, Tokyo a gagné 0,04%. La Bourse de New York a terminé en hausse lundi, tractée par un appétit des investisseurs pour des valeurs délaissées, sur un marché attentiste. Avant l'inflation américaine (indicateur CPI) mercredi, les investisseurs ont eu la confir-

mation mardi que la hausse des prix en Allemagne sur un an en juin s'est établie à 6,4% selon l'indice national. D'autres estimations finales pour l'Europe doivent être publiées tout au long de la semaine.

Discours offensif contre l'inflation

L'inflation est attendue avec «impatience» et «crainte» selon John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud. Les banquiers centraux ont réitéré la semaine passée leur discours offensif contre l'inflation, promettant de nouvelles hausses de taux en dépit des incertitudes sur la robustesse de l'activité économique.

Au Royaume-Uni, le taux de chômage a été un peu plus important qu'anticipé par les analystes (4,0%) en juin mais

les salaires ont aussi davantage progressé qu'attendu, ce qui ne facilite pas la mission de la Banque d'Angleterre pour réduire l'inflation. Sur le marché obligataire, les taux européens partaient légèrement en baisse après plusieurs jours à un haut niveau, suivant la tendance des taux américains lundi. Ceux-ci ont reculé après la baisse des prix des voitures d'occasion de l'indice spécialisé Manheim selon les analystes de la Deutsche Bank, permettant d'envisager une baisse de la pression inflationniste. Le taux d'intérêt à 10 ans allemand passait à 2,61% contre 2,64% lundi à la clôture.

Mais «si les signes désinflationnistes à court terme se multiplient des questions subsistent quant à la persistance de l'inflation à des niveaux

élevés et inconfortables à moyen terme» soulignent-ils également, ce qui justifie les discours encore très agressifs des banquiers centraux.

Les entreprises du secteur de la défense étaient recherchées en Europe alors que se tient le sommet de l'Otan à Vilnius (Lituanie), comme à Paris Dassault Aviation qui gagnait 3,16% et Thalès 1,86% ou encore Rheinmetall à +1,50% à Francfort. Du côté du pétrole et des devises, les prix montent: vers 07H00 GMT, le baril de Brent gagnait 0,35% à 77,96 dollars et celui WTI 0,41% à 73,29 dollars. L'euro avançait de 0,15% à 1,1017 dollar. Le bitcoin reculait de 0,45% à 30.650 dollars.

ESPOIRS SUR LA FED

L'Europe ouvre en hausse

Les principales Bourses européennes évoluent en hausse mardi en matinée dans un contexte d'optimisme quant à la fin imminente de la remontée des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed), un ralentissement de l'inflation étant attendu aux Etats-Unis et plusieurs responsables ayant tenu des propos jugés moins restrictifs.

À Paris, le CAC 40 prend 0,51% à 7.180,26 points vers 07h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,01% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,24%.

L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,28%, le FTSEurofirst 300 de 0,41% et le Stoxx 600 de 0,31%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent pour leur part une hausse de 0,09% pour le Dow Jones, de 0,1% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,2% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance marquée également par un rebond après les pertes

de la semaine dernière. Les chiffres des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis pour le mois de juin seront publiés mercredi et le consensus Reuters prévoit un ralentissement à 3,1% sur un an, ce qui suscite l'espoir d'une fin prochaine du durcissement monétaire de la Fed. Cet espoir a en outre été nourri par les commentaires lundi de plusieurs responsables de la Fed. La présidente de l'antenne de San Francisco, Mary Daly, a estimé que deux hausses supplémentaires des taux seraient vraisemblablement encore nécessaires, mais que le cycle de resserrement touchait à sa fin.

"Je pense que nous sommes proches", a renchéri le vice-président de la Fed Michael Barr, au sujet de la fin de la remontée des taux.

Sur le marché des changes, l'euro a touché un sommet de deux mois à 1,1022 dollar et la livre sterling un pic de 15 mois à 1,2887

dollar. En Bourse, la tendance positive en Europe est tirée par le compartiment des ressources de base (+1,33%), exposé à la Chine, dans la perspective de mesures de relance économique par Pékin.

Dans les valeurs individuelles, Renault prend 0,34% après avoir fait état d'une hausse de 11% des ventes mondiales de la marque au losange à 770.807 unités au premier semestre.

Dassault Aviation avance de 2,33%, l'agence indienne ANI ayant rapporté que le ministère indien de la Défense a donné lundi son accord initial à l'achat de 26 avions Rafale et trois sous-marins Scorpène à la France.

Daimler Truck progresse de 2,32%, signant la meilleure performance du Dax à Francfort, à la faveur du relèvement de ses prévisions annuelles et l'annonce d'un plan de rachat d'actions.

FRANCE

La Bourse de Paris maintient sa reprise

La Bourse de Paris se maintenait à la hausse mardi matin dans les premiers échanges (+0,58%), cherchant des signes de ralentissement de l'inflation avant un indicateur-clé aux Etats-Unis et le début des résultats d'entreprises. L'indice vedette CAC 40 montait de 41,10 points à 7.184,79 points vers 09H25. La veille, il avait gagné 0,45%. A la veille de la publication de l'inflation américaine (indicateur CPI), les investisseurs ont eu la confirmation mardi que la hausse des prix en Allemagne en juin sur un an s'était établie à 6,4%, selon l'Office statistique Destatis. L'indicateur augmente de 0,3 point de pourcentage par rapport au mois de mai et affiche une première hausse depuis le pic d'octobre dernier à 8,8%.

D'autres estimations finales pour l'Europe doivent être publiées tout au long de la semaine.

L'inflation est attendue avec "impatience" et "crainte" selon John Plassard, spécialiste de l'investissement chez Mirabaud. Les banquiers centraux ont réitéré la semaine passée leur discours offensif contre l'inflation, promettant de nouvelles hausses de taux en dépit des incertitudes sur la robustesse de l'activité économique. Au Royaume-Uni, le taux de chômage est légèrement reparti à la hausse à 4% fin mai, un peu plus qu'anticipé par les analystes, mais les salaires ont aussi davantage progressé qu'attendu, ce qui ne facilite pas la mission de la Banque d'Angleterre pour réduire l'inflation.

Sur le marché obligataire, les taux européens s'inscrivaient en léger retrait après plusieurs jours à un haut niveau, suivant la tendance des taux américain lundi. Ceux-ci ont reculé après la baisse des prix des voitures d'occasion

de l'indice Manheim, selon les analystes de la Deutsche Bank, permettant d'envisager une baisse de la pression inflationniste. Mais "si les signes désinflationnistes à court terme se multiplient, des questions subsistent quant à la persistance de l'inflation à des niveaux élevés et inconfortables à moyen terme", soulignent-ils également, ce qui justifie les discours encore très offensifs des banquiers centraux.

Thales a été retenu pour développer les sonars destinés à équiper les futurs sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) français de troisième génération, attendus à partir de 2035, a annoncé lundi le groupe de technologies. Ce contrat "majeur" d'un montant de 300 à 500 millions d'euros a été attribué par la Direction générale de l'armement (DGA).

Cours du : 10 Juillet 2023
Valeur : 12 Juillet 2023

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.3980	135.4130
1	EUR	EURO		147.9223	147.9793
1	GBP	POUND STERLING		173.3427	173.4063
100	JPY	JAPANESE YEN		95.0829	95.1134
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7138	18.7166
1	CHF	SWISS FRANC		151.9789	152.0128
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.9640	101.9830
1	DKK	DANISH KRONE		19.9003	19.9046
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5021	12.5093
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8212	12.8262
1	AED	UAE DIRHAM		36.8610	36.8681
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.0917	36.0976
1	KWD	KUWAITI DINAR		440.6053	440.7975
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4706	43.9075
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8080	13.8095
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1756	28.3202
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.8324	3.8328
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.6547	180.6547

ROBOT TRANSFORMER

Il se métamorphose pour rouler, voler, marcher et plus encore !

Des chercheurs américains ont créé M4, un véritable Transformer capable de se reconfigurer pour changer de mode de locomotion. Les chercheurs se sont inspirés des perdrix choukars et des hoazins huppés qui utilisent leurs ailes pour s'aider à courir, ou encore les lions de mer qui utilisent leurs nageoires pour marcher.

Les drones sont généralement limités à un seul moyen de locomotion, comme voler ou rouler au sol, ce qui limite leur utilisation possible. Afin de rendre les robots plus polyvalents, des chercheurs de l'institut Caltech aux États-Unis ont réussi à créer un appareil capable de se transformer afin de choisir parmi différents modes de locomotion en sélectionnant le plus efficace ou le plus adapté à la situation. Un article détaillé sur le robot a été publié dans la revue Nature Communications. Baptisé M4 (Multi-Modal Mobility Morphobot), il intègre une intelligence artificielle pour déterminer quel mode choisir. Il est doté de quatre roues afin de rouler au sol comme une voiture, son mode le plus efficace en termes d'énergie. Toutefois, ces roues peuvent pivoter à 90 degrés et contiennent également des hélices, transformant le M4 en drone volant.

De multiples modes de locomotion L'appareil peut également se tenir debout sur deux roues, les deux autres servant à lui assurer l'équilibre, ce qui lui permet de voir par-dessus un obstacle sans s'envoler. De plus, le M4 est articulé, lui permettant de



marcher, de se baisser pour passer sous un obstacle, de traverser un terrain accidenté, et même d'utiliser deux roues pour attraper un objet, comme des mains. Les chercheurs ont dénombré huit modes distincts. « Notre objectif était de repousser les limites de la locomotion robotique en concevant un système qui présente des capacités de mobi-

lité extraordinaires avec une large gamme de modes de locomotion distincts », a indiqué Alireza Ramezani, un des auteurs de l'article. Les chercheurs espèrent que le M4 permettra de développer des robots spécialisés dans la recherche et le sauvetage, l'exploration spatiale ou tout simplement la livraison par drone.

Le MIT a réussi à créer un jumeau fonctionnel du cœur d'un patient

Des chercheurs du MIT sont parvenus à créer le jumeau fonctionnel imprimé en 3D d'un cœur humain. Il devrait permettre aux patients nécessitant une transplantation d'augmenter les chances de réussite de celle-ci. Voici une nouveauté qui pourrait bien sauver des vies. Celles de patients devant bénéficier d'une transplantation cardiaque. Cette intervention reste l'une des plus risquées malgré les progrès de la médecine, car chaque cœur est différent, surtout lorsqu'il est malade. Le risque c'est qu'il faut composer avec l'organisme du patient qui s'est adapté à la pathologie. En conséquence, la transplantation d'un nouveau cœur peut engendrer des complications qu'il est difficile d'évaluer précisément. Pour les éviter, une équipe de cinq chercheurs du MIT a trouvé un moyen d'imprimer en 3D des cœurs fonctionnels. Il ne s'agit pas de les transplanter pour s'en servir de cœurs artificiels, mais plutôt de produire un jumeau imprimé en 3D doté des mêmes caractéristiques que le cœur du patient. Le cœur peut ainsi être configuré pour reprendre les défauts de celui du malade. Avec ce procédé, les chercheurs imaginent que le temps d'attente et les risques de rejet pourraient être considérablement réduits. Les médecins pourraient en effet réaliser des tests

préalables pour déterminer comment optimiser la transplantation et augmenter les chances de succès.

Le jumeau d'un cœur imprimé en 3D

Les scientifiques ont publié un article dans la revue Soft Robotics le mois dernier pour décrire la fabrication de ce cœur. Dans un premier temps, ils procèdent par tomodensitométrie (TDM) pour numériser des images du cœur du patient afin de le modéliser en 3D. Ensuite, ils exploitent le modèle informatique pour imprimer en 3D avec une résine de photopolymère souple le ventricule gauche du patient et l'aorte. Reste à ajouter des manchons robotiques souples qui connectent l'ensemble à une pompe. Le mouvement de pompe du cœur est restitué en reprenant celui du patient. Le débit sanguin, la pression, la taille, ainsi que la forme du cœur sont donc reproduits à l'identique. Ils peuvent même implanter des valves qui imitent celles utilisées pour élargir les artères d'un véritable cœur. Et cela fonctionne plutôt bien, car lorsqu'ils ont testé le cœur imprimé en 3D avec du sang artificiel, les chercheurs ont découvert que ces valves produisaient effectivement des résultats similaires à celles utilisées dans les cœurs humains.

CHATGPT CONNECTÉ À TOUT INTERNET Alors, c'est mieux ?

Une fois connecté au Web, ChatGPT perd énormément de sa superbe. On se rend rapidement compte que dans ce contexte précis, il n'a pratiquement aucune utilité...

La nouvelle a fait grand bruit : En mai dernier, OpenAI a ouvert ChatGPT au Web. Il en résulte que, si l'on pose des questions relatives à des événements écoulés récemment, on n'est plus censé obtenir cette sempiternelle réponse : « En tant que modèle de langage, ma connaissance s'arrête en septembre 2021 (...) ».

L'opération était déjà possible grâce à certaines extensions telles que WebChatGPT, mais cette fois l'initiative vient de OpenAI et pouvait donc présenter un intérêt particulier. Uniquement pour les utilisateurs de la version payante

Premier frein, seuls les abonnés à ChatGPT Plus - la version payante - ont droit à ce nouvel outil. Et, même pour eux, ChatGPT n'a pas rendu la procédure aisée. L'ouverture vers le Web n'est pas implicite : il faut le réclamer clairement, en premier lieu en demandant à y accéder dans les Settings Pour que ChatGPT puisse accéder au Web, il faut en premier lieu, se rendre dans les Settings (paramétrages), puis dans la section Beta Features (fonctions en test) et activer Web Browsing.

Demander et redemander...

Pourtant, même après avoir effectué ce paramétrage de base, l'affaire n'est pas gagnée. L'accès au Web ne fonctionne sur aucune requête que l'on a pu poser précédemment. Il faut donc en poser une nouvelle, mais avant cela s'assurer que l'option choisie est bien GPT-4 et que l'option Browsing est validée nouvellement. Sinon, ChatGPT revient à son mode par défaut. Nous allons vite comprendre pourquoi cette nouvelle fonction n'est pas davantage poussée sur le devant de la scène.

VIVO X90 PRO+

Un monstre de puissance avec capteur photo d'un pouce

Vivo vient de présenter trois nouveaux smartphones haut de gamme, les X90. Alors que de nombreux constructeurs prévoient d'utiliser rapidement le Snapdragon 8 Gen 2, le vivo X90 Pro+ est le premier à embarquer la nouvelle puce de Qualcomm. Il lance ainsi la saison des annonces en Chine, avec la présentation de plusieurs fleurons qui arriveront un peu plus tard dans nos contrées. Accompagnée des X90 et X90 Pro, cette variante X90 Pro+ s'avance avec de très solides arguments.

L'une des curiosités de ce X90 Pro+ est la présence du Snapdragon 8 Gen 2. Proche de Qualcomm, Vivo ne met pourtant pas vraiment en avant cette particularité de taille. Cela s'explique probablement par un rapprochement avec MediaTek, qui propose son Dimensity 9200 dans les X90 et X90 Pro. Contrairement à ses deux frères, vivo mentionne simplement la présence d'une puce gravée en 4 nm dans son fleuron. Une particularité qui laisse entendre que ce vivo X90 Pro+ pourrait exister en deux variantes ; avec un MediaTek Dimensity 9200 en Chine et un Qualcomm Snapdragon 8 Gen 2 pour le reste du monde. Quoi qu'il en soit, ces puissants SoC sont couplés à 12 Go de RAM et 256 ou 512 Go de stockage interne (UFS 4.0).

Le constructeur ajoute un écran AMOLED affichant en 2K (1 400 x 3 200 pixels), avec un taux de rafraîchissement de 120 Hz. Cette dalle LTPO 4.0 (Samsung E6) de 6,78 pouces propose une luminosité jusqu'à 1 800 nits. Pour alimenter cette configuration prometteuse, on trouve une batterie de 4 700 mAh compatibles avec la charge rapide filaire 80 W. Vivo promet une recharge complète en 33 minutes, ainsi que la possibilité de profiter de la charge sans fil de 50 W.

Un capteur 1 pouce et des ambitions en photo

Le nouveau fleuron de vivo n'est pas qu'un concentré de puissance. Il cherche à briller en photo et s'équipe pour cela de quatre modules au dos, avec la participation de Zeiss. Le X90 Pro+ propose le fameux capteur Sony IMX989 de 1 pouce, que nous avons pu voir à l'œuvre dans le Xiaomi 12S Ultra. Ce module de 50,3 mégapixels (éq. 23 mm) bénéficie en outre d'une large ouverture (f/1,75), ce qui devrait l'aider en situation de basse luminosité. Pour l'épauler, vivo ajoute un téléobjectif de 50 mégapixels (IMX758, x2, f/1,6, éq. 50 mm), un ultra grand-angle de 48 mégapixels (IMX598) et un second téléobjectif avec zoom périscopique de 64 mégapixels (Omnivision OV64B, f/3,5, éq. 90 mm).

★	DE VIVE VOIX	QUALIFIE UNE DÉPENSE	DÉCOUPE AVEC LES DENTS	PETIT RÉCIPIENT	COIN PRÈS DE DUJON	ARRIÉRÉS	IL PARLE LE PERSAN	LIAISONS À PARIS	RENAN INTIME
ON Y LAISSE SON MANTEAU									
EMBOÏTER									
ANCIEN OFFICIER TURC					EAU DE LA GARONNE				
					TEL UN TRIANGLE				
D'UNE RÉGION DE L'EST								PÉNÉTRENT	
C'EST DE L'ARGENT			HURLES (T)						
			FEINT						
BANDES À COLLER				ENTAILLE OBLIQUE					
				PARTIES DE LETTRES					
SE FANENT (S')									PÉDANTS
SINGÉES							SIGLE HEXAGONAL		
							CHARPENTE DE NAVIRE		
PROPRE AU CHEVAL						FUT OUVERT			
						ADJECTIF POSSESSIF			
EN AUCUNE FAÇON									
BASES DE DÉPART					ON LES DIT BEAUX				

APRÈS LE BIGSTER !

DACIA promet deux nouveaux SUV

La gamme de modèles de la firme roumaine se compose actuellement de quatre modèles, qui s'agrandiront dans les années à venir à mesure que la marque pénétrera de nouveaux segments.



Dans une interview accordée à FOCUS online, Xavier Martinet, Membre du Directoire Marketing et Commercial de Dacia, explique comment le constructeur compte encore se développer dans les années à venir. Martinet affirme que DACIA proposera des modèles à moteur thermique le plus longtemps possible, en s'appuyant sur des technologies respectueuses de l'environnement telles que le GPL et les hybrides complets. "Nous continuerons bien entendu à proposer la Dacia Sandero. L'enjeu pour la Sandero n'est pas l'Euro 7, mais l'interdiction des moteurs thermiques en 2035. Lorsque la prochaine génération de la Sandero arrivera à la fin de la décennie, elle aura probablement

des motorisations différentes. Ces technologies existent déjà au sein du Groupe Renault." Affirme le Directeur marketing ventes & opérations Dacia.

En 2025, le premier SUV du segment C arrivera aux showrooms européens. Après le Bigster, deux autres modèles de cette classe, basés sur la plate-forme modulaire existante CMF-B, suivront. Des véhicules d'une longueur de 4,60 mètres peuvent faire leur apparition, ces derniers seront animés par des groupes motopropulseurs hybrides ainsi qu'une technologie de traction intégrale. Sans oublier évidemment l'arrivée, l'année prochaine, sur le segment B, de la nouvelle génération du Dacia Duster, le modèle porte étendard de la firme de Mioveni.

Avec ses nouveaux modèles, DACIA développera une gamme de modèles voiture qui accentue l'image de la voiture bon marché.

Aussi, le constructeur roumain introduira la nouvelle ligne d'équipement "Extreme" en tant que variante supérieure avec de nouvelles couleurs et de nouveaux matériaux sur tous les modèles. "Le message est clair : Dacia évolue mais reste fidèle à elle-même en matière de rapport qualité-prix", ajoute Xavier Martinet.

Dans cinq ans, DACIA aura une offre plus importante, ainsi elle augmenterait significativement ses parts de marché dans le Vieux Continent, ainsi qu'ailleurs.

50 ANS APRÈS SA CRÉATION

Le concept Hyundai Pony Coupe renaît de ses cendres en Italie, son berceau d'origine

La réplique du concept Pony Coupe de Hyundai Motor Company a été présentée en première mondiale — quelque 50 ans après les débuts de son glorieux aîné — au lac de Côme en Italie. Dévoilé à l'origine lors de l'édition 1974 du salon de l'automobile de Turin, le concept Pony Coupe est un véhicule emblématique de l'histoire de la marque et de son héritage stylistique. Hyundai a présenté la réplique de son concept Pony Coupe lors de l'inauguration de « Hyundai Reunion », un événement en hommage à l'héritage de la marque à l'occasion duquel des responsables et designers, anciens et actuels, de Hyundai se regroupent pour évoquer le passé de la marque, son ambition immuable et ses futures orientations. Parmi les personnalités présentes à cet événement figuraient notamment Giorgetto Giugiaro et son fils Fabrizio Giugiaro, lui-même designer de longue date, venus présenter la réplique — tant attendue et réalisée par le bureau de style GFG



Style, sous la houlette experte de Fabrizio et Giorgetto — du véhicule qui a conduit à la création de la Pony d'origine, premier modèle indépendant de la marque et première voiture de série coréenne.

Avec sa sensibilité esthétique des plus singulières, le concept Pony Coupe a été l'un des véhicules précurseurs de son époque. Malheureusement, du

fait du contexte économique défavorable qui régnait à la fin des années 1970, ce concept, qui aurait pu être la première voiture de sport mythique de Hyundai, n'a pu faire l'objet d'une production commerciale et a été à jamais perdu pour l'histoire. Toutefois, il incarne la volonté absolue de Hyundai de s'engager en sport automobile pour y asseoir son leadership

sur le long terme en tant que constructeur automobile — un état d'esprit qui explique aujourd'hui encore la position dominante de la marque dans le secteur de l'électrification et des technologies hydrogène hautes performances.

Le concept Pony Coupe arbore un design extérieur inspiré du style origami caractérisé par des lignes géométriques, une ligne de toit aérodynamique, des surfaces d'une grande pureté, des proportions dynamiques, et un montant B au profil exclusif. Le traitement de ses surfaces se veut extrêmement graphique et ses boucliers sont peints couleur carrosserie. En 1974, il se démarquait tout particulièrement par sa face avant cunéiforme et ses projecteurs circulaires qui ont conservé encore aujourd'hui toute leur élégance. Sa poupe tronquée (coda tronca) se distingue par un hayon au profil effilé qui donne accès à l'arrière du véhicule.

MERCEDES-BENZ EQT

Le nouveau ludospace premium 100% électrique pour les amateurs de loisirs

Mercedes-Benz Vans a fermement ancré dans sa stratégie son aspiration à devenir le chef de file de la mobilité électrique et fait systématiquement passer toutes les séries de modèles à l'électrique. Cela inclut une gamme de solutions de mobilité électrique propres à tous les segments, y compris celui des petits utilitaires et de leurs dérivés ludospaces. L'EQT Mercedes-EQ (consommation électrique moyenne (WLTP) : 18,99 kWh/100 km ; émissions de CO₂ moyennes (WLTP) : 0 g/km) est un ludospace premium qui associe la polyvalence et les équipements haut de gamme de la Classe T aux avantages d'une propulsion 100% électrique.

Le nouvel EQT Mercedes-EQ permet aux familles ainsi qu'aux amateurs d'activités de loisirs d'entrer dans l'univers tout électrique attirant de la marque Mercedes. Ce ludospace premium électrique pourra être commandé dans un futur proche. En France, les tarifs de l'EQT démarreront à environ 46 000 € TTC clés en mains (longueur standard). Grâce à la calandre Black Panel munie d'une étoile centrale et d'ailettes au profil dynamique, le nouvel EQT est immédiatement reconnaissable comme un membre de la famille Mercedes-EQ. Ce ludospace électrique allie des dimensions extérieures compactes et un grand espace utile. Dans le même temps, grâce à l'installation protégée et peu encombrante de la batterie dans le soubassement, avec un centre de gravité très bas, l'habitacle offre quasiment la même polyvalence et la même fonctionnalité que la Classe T à motorisation classique. En longueur standard, l'EQT mesure 4498 millimètres de long, 1859 millimètres de large et 1819 millimètres de haut. Une version à empattement long suivra cette année.

Tout comme la Classe T, le nouvel EQT offre de nombreux avantages aux familles et aux amateurs d'activités de loisirs, facilitant ainsi leur vie quotidienne et leur conférant un haut niveau de confort. Parmi ces avantages, citons le seuil de chargement abaissé de seulement 561 millimètres, qui facilite le chargement d'objets lourds. Les portes coulissantes situées des deux côtés du véhicule offrent chacune une ouverture de 614 millimètres de large et de 1059 millimètres de haut. Cela assure un accès pratique à l'arrière, et le chargement peut avoir lieu de manière flexible depuis trois côtés, y compris depuis le hayon. La banquette arrière peut accueillir jusqu'à trois sièges enfant.

Moteur électrique à la pointe de la technologie

À l'occasion du lancement sur le marché, un moteur électrique présentant une puissance maximale de 90 kW (122 ch) et un couple maximal de 245 newtons-mètres est disponible. La batterie lithium-ion de 45 kWh (capacité utile) se trouve dans un emplacement protégé contre les chocs dans le soubassement, devant l'essieu arrière. Au travail, à domicile ou sur les bornes de recharge publiques, l'EQT peut être rechargé facilement en courant alternatif (CA) à 22 kW à l'aide du chargeur embarqué. La charge est encore plus rapide au niveau des bornes de recharge rapide qui utilisent du courant continu (CC) en fonction de l'état de charge et de la température de la batterie haute tension. L'EQT est équipé FM HJ de série ?? d'un chargeur CC de 75 kW. Il pourra donc être rechargé de 10 à 80 % en 38 minutes.

Des températures caniculaires mardi sur quatre wilayas du Centre du pays

Des températures caniculaires pouvant atteindre les 48 degrés Celsius affectent, mardi, les wilayas du Centre du pays, a annoncé l'Office national de la météorologie dans un bulletin météo spécial (BMS). Les wilayas de Tipaza, Alger, Blida et Boumerdes sont affectées par des températures caniculaires de 9H00 à 15H00, précise ce BMS placé au niveau de vigilance « orange ». Selon ce BMS, les températures maximales oscilleront entre 45 C et 48 C.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 12 Juillet 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SNTF

Les trains «bain de mer» sont de retour

Les trains «bain de mer» ont commencé à circuler sur les lignes de chemin de fer pour relier les villes de l'intérieur et l'Est du pays telles que Ain-Touta, Batna, Ain M'lila et Constantine, aux villes côtières, a annoncé dans un communiqué, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Ce programme est baptisé pour assurer et faciliter les déplacements des estivants des wilayas intérieures notamment celles du sud vers les wilayas côtières, précise la même source.

Il s'agit de la desserte reliant Constantine à Skikda dont les horaires de départ sont programmés quotidiennement à 06h00 à la gare de Constantine, tandis que le départ de Skikda est fixé à 18h30.

Pour la rotation Constantine-Jijel, le départ est prévu quotidiennement à 6h 20 à partir de Constantine alors que le retour est à 17 h 30.

Une autre rotation quotidienne reliant Ain Touta (Batna) à Skikda dont les horaires de départs sont programmés à 05h00 à partir de la gare de Ain Touta tandis que le retour de Skikda est prévu à 17h 20.

Le train M'Sila/Alger passant par Boumerdes est également de retour. Le départ est prévu à 05 h de M'Sila alors que le retour est fixé à 16h 10 d'Alger, donc vers 17 h 10 de Boumerdes.

La SNTF a également fait état de deux rotations Mohammadia (Mascara)/Mostaganem et Ain Témouchent/Beni Saf.

Pour le premier train, les deux départs sont prévus à 6 h 40 et 13 h alors que les retours sont à 11 h et 17 h.

Enfin pour Ain Témouchent/Beni Saf, le train assure trois dessertes/jour : à 5h 10, 6 h 15 et 18 h 07 à partir de la gare de Ain Témouchent alors que les départs de la gare de Beni Saf sont prévus à 5 h 40, 10h 10 et 18 h 40.

FRANCE

La production de blé dur attendue à son plus faible niveau depuis 20 ans

La production française de blé dur, la céréale des pâtes et de la semoule, est attendue cette année à son plus faible niveau depuis 2003 en raison d'une baisse des surfaces cultivées, rapporte mardi le service statistique du ministère de l'Agriculture. La récolte nationale de blé dur, qui a débuté fin juin, est estimée à 1,3 million de tonnes, en baisse de 3,6% sur un an mais surtout de 14,9% par rapport à la moyenne quinquennale 2018-22, selon un bilan publié par Agreste.

«Le millésime 2023 serait donc le plus faible depuis 2003», à égalité avec celui de 2020, indique Agreste. «La baisse de la production est liée à celle des surfaces» (242.000 hectares), au plus bas depuis 1995. La France est le deuxième producteur européen de blé dur derrière l'Italie. En général, les trois quarts de la production sont exportés, selon l'interprofession Intercéréales. À l'échelle de l'Union européenne, la production de blé dur est attendue en légère hausse du fait d'une meilleure moisson italienne.

ALGÉRIE-ETATS-UNIS

Attaf reçoit une lettre d'invitation de son homologue américain Antony Blinken

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger, M. Ahmed ATTAF, a reçu de la part de son homologue américain, le Secrétaire d'État, Antony BLINKEN, une lettre l'invitant à effectuer une visite de travail à Washington, dans les délais les plus rapprochés que permettraient leurs engagements respectifs. Cette visite sera l'occasion, d'une part, de tenir la sixième



session du dialogue stratégique algéro-américain, et, d'autre part, et de manière plus



générale, de procéder à une évaluation de l'état de la coopération multidimensionnelle

existant entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique. Dans ce contexte, une attention particulière sera accordée à la sécurité régionale, à la lutte contre le terrorisme, au partenariat économique en développement constant, ainsi qu'aux domaines de la culture et de l'éducation qui prennent une place grandissante dans les relations entre les deux pays.

POUR RENFORCER LES LIENS AVEC LE CONTINENT

Le président iranien entame une tournée en Afrique

La diplomatie iranienne souligne que la première visite d'un président de la République islamique sur le continent depuis 11 ans marque un « nouveau point de départ » avec les pays africains « sérieusement intéressés par le développement de leurs relations avec l'Iran ». Le président iranien Ebrahim Raïssi entame, ce mardi 11 juillet, une tournée de trois jours en Afrique en vue de développer ses relations économiques avec le continent et de chercher de nouveaux alliés sur la scène internationale. Cette tournée, qui le mènera au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe, représente la première visite d'un président de la Répu-

blique islamique en Afrique depuis 11 ans. A la tête d'une délégation comprenant le ministre iranien des Affaires étrangères ainsi que des hommes d'affaires de premier plan, M. Raïssi devrait avoir des entretiens avec ses homologues kenyans William Ruto, ougandais Yoweri Museveni et zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, selon l'agence officielle Irna, sans plus de précision. Le porte-parole de la diplomatie iranienne, Nasser Kanani, a qualifié cette tournée africaine d'un « nouveau point de départ » avec les pays africains, qui sont « sérieusement intéressés par le dévelop-

pement de leurs relations avec l'Iran, notamment sur les plans économique et commercial ». Selon lui, l'offensive de charme du dirigeant iranien en Afrique est « également basée sur les vues politiques communes » entre Téhéran et les trois pays visités. L'Iran s'efforce depuis le début de l'année en cours de sortir de son isolement international et de réduire l'impact des sanctions sévères qui ont été réimposées au pays depuis le retrait en 2018 des Etats-Unis d'un accord sur le nucléaire signé en 2015 avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) plus l'Allemagne.

ACCORD DE PÊCHE UE-MAROC

"Difficile" de le prolonger

Le Commissaire européen à l'Environnement, aux Océans et à la Pêche, Virginijus Sinkevicius, a réitéré lundi qu'il était "difficile" de prolonger l'accord de pêche entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, étendu illégalement au Sahara occidental occupé et devant expirer le 17 juillet. "Cela est difficile", a résumé Virginijus Sinkevicius à Valladolid (Espagne), dans le cadre du sommet des 27 ministres de l'Environnement de l'UE qui se tient jusqu'à mercredi. Il a rappelé, dans ce contexte, que "la décision du Tribunal européen qui avait annulé les accords de commerce et de pêche de l'UE avec le Maroc en septembre 2021, en raison de leur conclusion sans le consentement du peuple sahraoui, complique la situation générale". En mars dernier, Virginijus Sinkevicius avait déjà anticipé les choses en invitant les pays de l'UE à examiner les moyens menant vers de nouvelles possibilités de pêche au sein de l'accord UE/Mauritanie, vu qu'il pourrait être "impossible d'éviter une interruption" des activités de pêche des navires de l'UE dans les eaux du Sahara occidental occupé. Pour sa part, le ministre espagnol par intérim de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Luis Planas, a fait savoir, lundi, que le gouvernement de son pays était "sur le point de finaliser techniquement un arrêté en vue d'une éventuelle aide aux pêcheurs espagnols qui seront touchés par l'expiration de l'accord de pêche avec le Maroc". Il a précisé, à ce sujet, "que ledit arrêté sera consulté avec les communautés autonomes" et dans les prochains jours, avant le 17 juillet, il le signerait "afin qu'il n'y ait pas de période d'interruption par rapport au

soutien destiné au secteur de la pêche".

Pour rappel, la Commission européenne avait écarté, en mars dernier, une éventuelle extension de l'accord de pêche entre le Maroc et l'UE, étendu illégalement au Sahara occidental occupé avant une décision de la Cour de justice de l'UE dont le verdict est attendu en fin d'année. En effet, dans une lettre datée du 28 mars et relayée par l'observatoire international Western Sahara Resource Watch (WSRW), le ministre néerlandais de l'Agriculture a indiqué, en se référant à des informations de la Commission européenne, que cette dernière "n'entamerait pas de négociations avec le Maroc pour une prolongation de l'accord de pêche". "La Commission a indiqué que l'extension du protocole n'est pas une option avant que la CJUE n'ait statué (dans l'affaire en appel), car la Cour a annulé la décision du Conseil européen approuvant le protocole de pêche.

Une interruption temporaire des possibilités de pêche au Sahara occidental semble donc inévitable, selon la Commission", avait écrit le ministre néerlandais.

Il convient de rappeler qu'en septembre 2021, le Tribunal de l'Union européenne avait statué en faveur du Front Polisario, soutenant que "l'accord de pêche avec le Maroc avait été conclu sans le consentement du peuple du Sahara occidental". Le Conseil de l'UE avait introduit un recours en appel le 16 décembre 2021.

INDICE MONDIAL DE LA PAIX

Le Maroc dégringole, selon le rapport de l'IEP

Le Maroc s'est classé 84e dans le monde parmi 163 pays et régions indépendantes inclus dans le Global Peace Index (GPI), l'Indice mondial de la paix, publié dans sa dix-septième édition par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP). Selon le rapport de l'IEP, le Maroc a reculé de dix places par rapport à l'indice de l'année précédente, obtenant 2,02 points contre 1,969 l'année précédente, mais il a progressé de cinq places par rapport à l'année précédente. Avec 1,989 point dans le domaine des conflits locaux et internatio-



naux, le rapport a attribué au Royaume un niveau de sécurité et de sûreté de la société de 2,257 points et de 1,644 points en ce

qui concerne le poids de l'armée. Concernant le coût économique de la violence, le rapport a indiqué que celle-ci, sous toutes ses formes, directes et indirectes, a coûté au pays 7 % de son Produit intérieur brut (PIB) au cours de cette année. L'Islande a été classée comme le pays le plus pacifique au monde, suivie du Danemark, de l'Irlande, de la Nouvelle-Zélande et de l'Autriche. L'Afghanistan est en bas de l'indice en tant que pays le moins pacifique au monde, suivi du Yémen, de la Syrie, du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo.